John Carter Brown.

3/

48.5

C

Natural

Règne
animal By Antoine Marie Cerisier.

1787

par Mr Cenfier

LE DESTIN DE L'AMERIQUE OU DIALOGUES PITTORESQUES

DANS LESQUELS

ON DEVELOPPE LA CAUSE DES EVENEMENS ACTUELS, LA POLITIQUE ET LES INTERETS DES PUISSANCES DE L'EUROPE RELATIVEMENT A CETTE GUERRE,

ET LES SUITES QU'ELLE DEVROIT AVOIR

POUR LE BONHEUR DE

L'HUMANITE',

TRADUIT FIDELEMENT DE L'ANGLOIS.

Ironie

To maintain by fire and ſword, dominion over the perſons and the property of a people out of the realm, who have no ſhare in its legiſlature, contradicts every principle of liberty and humanity.

If we neither can govern the Americans nor be governed by them; if we can neither unite with them, nor ought tot ſubdue them, what remains, but to part with them on as friendly terms as we can?

LONDON

Printed for J. BEW, No. 28. Pater-noſter Row: and may be had of all Bookſellers and News-Carriers in Town and Country.

1779.

JOHN CARTER BROWN
3

AVIS

QUI SE TROUVE DANS LA QUATRIEME EDITION ANGLOISE.

A peine cet ouvrage a-t-il paru en Anglois, qu'en peu de jours pluſieurs éditions ſucceſſives ont été enlevées. Les perſonnages introduits ſur la ſcene, n'ayant pas ôſé réclamer contre les diſcours qu'on leur fait tenir, cette piece ne doit point être confondue avec les fictions imaginées à plaiſir, pour amuſer les gens deſœuvrés ou ſoulager ceux qui ſont ſurchargés de *Spleen*. Elle mérite d'être conſignée parmi les monumens authentiques qui doivent ſervir aux races futures, pour ſavoir l'hiſtoire des grands événemens qui s'offrent à nos yeux, & connoître les Acteurs qui ont joué un rôle dans des ſcenes ſi mémorables. L'accueil dont le public a daigné honorer cette production, ou plutôt cette rédaction, eſt dû ſans doute aux lumieres qu'elle jette ſur l'état des puiſſances étrangeres, que l'on chercheroit envain dans le *Morning chronicle*, dans le *London chronicle*, dans le *Daily Advertiſer* & dans les autres recueils périodiques de menſonges, appellés *papiers-nouvelles*. Il faut avouer que ces compilateurs négligent trop de ſe procurer de bonnes correſpondances en Hollande, pays où l'état

des puiſſances de l'Europe eſt jugé avec le plus d'impartialité & où leurs intérêts ſont peſés dans une balance plus juſte. Les étrangers verront cependant que, quand même nos gazettiers leur prouvent qu'il y a encore parmi nous bien de préjugés nationaux, notre iſle ne laiſſe pas de renfermer des hommes éclairés qui ſavent leur rendre juſtice. Le dernier dialogue pourra peut-être mécontenter les François & les Eſpagnols. Mais, s'ils approfondiſſent bien le Syſtême du *Philoſophe*, ils conviendront que ſon exécution leur ſeroit auſſi avantageuſe qu'aux Anglois. Un des plus profonds politiques de nos jours n'a-t-il pas écrit que le meilleur conſeil qu'on pourroit donner à l'Eſpagne, étoit de renoncer à l'Amérique? On ne doit donc pas ſavoir mauvais gré au *Philoſophe* d'avoir préféré le bonheur de l'humanité à celui de tel ou tel peuple. Les nations étrangeres ne peuvent donc en reſſentir d'autre peine, ſinon celle de voir que c'eſt à un Anglois qu'elles ſont redevables d'un plan ſi humain & ſi beau.

LES

INTERLOCUTEURS

OU PERSONNAGES SONT,

S. M. B.
LORD NORTH.
LORD WEYMOUTH.
LE DUC DE RICHMOND.
LORD GERMAINE.
LORD BUTE.
LORD SANDWICH.
Mr. STHEVENS.
L'AMB. DES E. G.
Mr. DE SIMOLIN.
Un Envoyé de la Cour de FRANCE.
UN MARCHAND D'AMSTERDAM.
Des SECRETAIRES.
Des FAISEURS de PROJETS.
Un PHILOSOPHE.
La ſcene eſt au Palais St. JAME.

DIALOGUE I.

S. M.

LORD NORTH.

ET

LE DUC DE RICHMOND.

S. M.

IL y a près de onze ans que les premieres étincelles de la diſcorde s'allumerent en Amérique (*): il y a près de cinq ans que les intrigues d'un petit nombre de chefs audacieux & criminels, abuſant de la ſimplicité crédule de leurs compatriotes, engagerent la plupart de mes fideles colonies à lever l'étendard de la révolte, contre leur mere patrie. Vous n'avez, depuis ces deux époques, mon cher LORD NORTH, ceſſé de me promettre la prompte ſuppreſſion de ces malheureux troubles. Je vous ai cru; les choſes n'ont pas laiſſé d'aller de

(*) Dans le diſcours prononcé par le Roi le 8 Novembre 1768. on trouve ces mots: „ that the ſpirit of faction had broke out *a* „ *freſh* in ſome of the Colonies .... that Boſton was in a ſtate „ of diſobedience to all Law and Government, and had proceeded to meaſures ſubverſive of the Conſtitution, and attended „ with circumſtances that manifeſted a diſpoſition to throw of „ their dependence on Great Britain."

mal en pis: je crains que nous n'ayons pris une route directement contraire à celle que nous aurions dû prendre, &, qu'effectivement, nous n'en ayons trop fait, pour ramener les rebelles & trop peu pour les réduire.

LORD NORTH.

Quels reproches peut-on me faire? N'ai-je pas envoyé en Amérique, le Général Burgoine avec une grande Armée & l'Amiral Byron avec une grande Flotte? N'ai-je pas envoyé l'Amiral Keppel contre les François avec une Flotte formidable? Pouvois-je prévoir que le premier ſe laiſſeroit ſottement prendre par les troupes les plus mépriſables de la terre, que le ſecond ſeroit le jouet des vents & que le troiſieme ſeroit repouſſé dans nos ports, à la ſuite d'un engagement où il ne tenoit qu'à lui de détruire toute la Flotte Françoiſe? Mes meſures n'étoient-elles pas immanquables? Si Burgoine avoit joint le Général Howe, ſi Keppel avoit battu d'Orvilliers, ſi Byron avoit détruit la Flotte de d'Eſtaing, ſi le Général Howe avoit attendu Washington à Philadelphie, ſi . . . . .? les Rébelles n'auroient-ils pas été obligés de mettre bas les armes & de recourir à la clémence du Vainqueur?

LE DUC DE RICHMOND.

Vos meſures étoient bonnes & vos eſpérances légitimes ſi, doué d'un génie étendu & éclairé, vous euſſiez eu la ſage précaution de donner des

forces plus conſidérables à ces Amiraux & à ces Généraux ; ſi, par une prévoyance qui ne doit jamais échapper à l'œil d'un Miniſtre pénétrant, vous euſſiez calculé les probabilités & pourvu aux événemens qui pouvoient tromper votre attente.

LORD NORTH.

Devois-je employer des forces plus conſidérables dans le tems que tout le monde publioit que les Rébelles n'étoient que le rebut de la plus vile canaille, auſſi lâche qu'inſolente ; & qu'il ne falloit qu'un Anglois pour battre au moins ſix François ?

LE DUC DE RICHMOND.

Et voilà le mal ! nos Miniſtres actuellement regnans, au lieu de ſuivre des Syſtêmes juſtes & bien combinés, n'ont pour guides que de vains bruits, des préjugés populaires, & les expoſés infideles de nos Gazettiers. Au lieu de frapper des coups déciſifs, de ſuivre des opérations grandes & étendues, qui portent l'empreinte du génie, & annoncent la majeſté de la nation, ils ne connoiſſent que de miſérables petits expédients qui les déshonorent, s'ils échouent, & ne leur procurent aucune gloire, s'ils réuſſiſſent. Que ne prennent-ils pour modele, LORD CHATHAM, cet illuſtre patriote, dont nos derniers neveux ne prononceront le nom qu'avec attendriſſement, & avec qui la gloire, hélas ! de l'Empire Britannique, ſemble être deſcendue dans le tombeau ? Quand la voix du peuple le pouſſa

dans le Miniſtere, la retraite de Bing & la perte de Minorque avoient étourdi les Anglois ; ſon génie brûlant & actif porta l'eſpoir & la vie dans toutes les parties de l'empire : des opérations vastes & hardies annoncerent partout le peuple dominateur des mers & le vainqueur des nations. En peu de tems, tous les ports de France furent bloqués, ſa marine fut détruite, l'Eſpagne qui accouroit à ſon ſecours, fut humiliée & dépouillée. Il eut mis pour toujours nos ennemis hors d'état de ſe relever, ſi l'envie que ſes ſuccès faiſoient gémir, ne l'eût éloigné d'une cour dont ſes vives lumieres offuſquoient la vue foible & bornée.

LORD NORTH.

N'avois-je pas, Mylord, affaire à des ennemis réduits à des expédiens ſemblables, pour ne pas dire pires? A quelles pauvres reſſources n'avons-nous pas vu le conciliabule des Américains & le miniſtere de France avoir recours? Dans le tems qu'ils éclaterent contre nous, paroiſſoit-il néceſſaire d'étaler toutes les forces d'une nation déjà épuiſée par ces grands coups qui ſont, ſelon vous, un objet d'admiration, & ſelon moi l'unique cauſe de notre foibleſſe actuelle ?

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vaut-il pas mieux frapper à coups ſûrs ; & ne gagne-t-on pas plus en faiſant à propos des efforts extraordinaires, qu'à ſe ruiner & ſe conſumer en détail? Vous avez laiſſé nos ennemis s'élever

au niveau de notre grandeur. Vous n'avez pas ſu prévenir leur jonction formidable. N'eſt-il pas à craindre qu'avec leurs efforts combinés ils n'achevent de nous chaſſer des deux Indes & ne viennent nous dicter la loi dans notre pays?

LORD NORTH.

Tel eſt le langage outré des partiſans de l'oppoſition: ils font naître des chimeres pour avoir le plaiſir de les combattre. Ils reſſemblent à ces enfans qui s'amuſent à faire voler dans l'air des bulles d'eau & de ſavon, qu'un ſouffle fait naître & qu'un ſouffle détruit.

LE DUC DE RICHMOND.

Je vois bien, Mylord, que le patriotiſme parle envain à des Miniſtres qui ont juré de ſacrifier le bonheur de l'Etat & peut-être ſon exiſtence à leur ambition.

(*En s'adreſſant à S. M.*) Sire, mon zele pour vous, ce que je dois à ma patrie, m'obligent de vous dire hardiment la vérité. La fin de votre regne commencé ſous les plus brillans auſpices, ne ſera cité que comme l'époque de la honte de notre nation, ſi vous ne renvoyez des miniſtres qui commencent par vous égarer par incapacité & finiſſent par vous trahir par entêtement.

DIALOGUE II.

S. M.

LORD NORTH,

ET

LORD WEYMOUTH.

LORD WEYMOUTH.

JE viens d'apprendre par mes émiſſaires dans le continent, que la France ne peut remplir les emprunts qu'elle a ouverts, qu'elle ne peut recruter les matelots que la guerre enleve, & que nous avons tout à eſpérer de l'état déplorable où nos braves armateurs ont réduit ſon commerce, & du découragement naturel à cette nation, auſſi vive à s'engager à la premiere lueur d'eſpoir, que facile à ſe rebuter au moindre revers.

LORD NORTH.

Je l'avois prévu. J'ai toujours ſu apprécier les reſſources de la France. Tout ce que je craignois, c'eſt, qu'ayant confié ſes finances à un Nonconformiſte, calculateur ſubtil, le Roi n'eût en vue de ſonder les diſpoſitions du peuple, pour faire des changemens utiles. Je vois maintenant que Necker n'eſt, ainſi que moi, qu'un homme à expédiens; & que ſa qualité d'étranger lui ôtera toujours la penſée de propoſer des innovations né-

ceſſaires, mais qui feroient trop de mécontens. Tant qu'il ne pourra faire des emprunts répréſentés par des taxes proportionnelles, ils ne ſeront ni faciles à remplir, ni analogues aux beſoins de l'Etat. Ce gouvernement a perdu tout ſon crédit. Ainſi, tant que ces impôts ne ſeront aſſis ni ces emprunts garantis par les Etats de la nation, jamais la France ne ſera pour nous une rivale formidable. Ce ſera toujours une maſſe énorme, qui ne pourra lutter contre ſes ennemis, qu'avec de groſſes chaînes; tandis que l'Angleterre, plus petite à la vérité, mais ayant, à l'aide de ſon crédit national, tous ſes mouvemens libres, prévaudra toujours avec les forces de l'impulſion ſur une puiſſance qui n'a que les forces de la peſanteur. Et comme les François n'auront pas la patience néceſſaire dans une guerre qui doit traîner en longueur, nous gagnerons beaucoup, ſi nous gagnons du tems. L'Amérique, déſolée par les courſes de nos troupes, ſe découragera peu à peu: nos partiſans dans ce pays ſaiſiront l'occaſion pour répandre adroitement qu'elle ne peut pas plus exiſter ſans nous, que le corps humain ne peut ſubſiſter ſans tête.

S. M.

Je ne ſais où vous puiſez toute votre ſcience, Mylord; mais, quand vous parlez, vous êtes toujours sûr de me convaincre: tout ce que vous venez de dire me paroît d'une vérité, à laquelle il n'y a rien à répliquer. Si donc, comme il arrive

toujours, nous eſſuyons des revers, je ſuis réſolu d'en inférer, que l'erreur eſt dans les événemens & non pas dans vos conjectures. Mais ce Sartine, dont vous ne parlez pas, il nous a joué un vilain tour. Je ne ſais quel frémiſſement mêlé d'effroi s'empare de mes ſens, toutes les fois que je penſe à cet homme.

LORD WEYMOUTH.

Je vous avouerai, Sire, que c'eſt effectivement l'homme dont nous devons le plus nous défier. On a cru qu'il n'y avoit pas le moindre rapport entre l'emploi de calculer le nombre des filles de bien néceſſaires dans une grande ville, de troubler ces hommes à talens qui ſavent induſtrieuſement dépouiller des enfans de famille, & l'emploi de rendre la vie au corps languiſſant d'une vaſte monarchie. On s'eſt trompé. Il ne faut pour l'un & l'autre emploi, qu'un eſprit d'ordre, de l'application, de l'activité, de la pénétration. Sartine avoit ces qualités. Des flottes nombreuſes ſortirent tout à coup des ports de France. Une marine fut créée. L'Angleterre vit reparoître avec étonnement une rivale qu'elle croyoit avoir anéantie.

LORD NORTH.

Tant il eſt vrai que le génie peut tout. Heureuſement qu'avec l'eſprit le plus fertile en reſſources, Sartine ne fait pas tout ce qu'il voudroit. S'il ne tenoit qu'à lui, je ne doute pas

qu'il ne nous oppoſât bientôt deux à trois cents vaiſſeaux de ligne: mais la perte du crédit national l'arrête & lui dit impérieuſement: tu n'iras pas plus loin. Vous m'avouerez que nous l'avons furieuſement étourdi par la priſe de Pondicheri & par la terrible playe que nous avons faite au commerce François. La pitoyable apologie qu'il fit alors!

LORD WEYMOUTH.

Mylord, nous avons tout lieu de nous attendre à des brillans ſuccès. Il ſera toujours impoſſible à la France de ſoutenir, ſans liberté nationale, une guerre maritime, dont la baſe porte néceſſairement ſur le crédit national, qui ne peut exiſter ſans liberté (*). Or, il n'y a pas d'apparence que la nation Françoiſe recouvre ſes droits. Il y a quelques années qu'un de ſes Contrôleurs-Généraux me jetta dans une peur terrible. Il coupoit dans le vif. Nous étions perdus, s'il fût reſté dans le miniſtere. Ce patriote enthouſiaſte n'alloit à rien moins qu'à établir une liberté générale de religion & d'induſtrie. Combien cette opération n'auroit-elle pas attiré d'hommes induſtrieux & même de matelots en France, où ils auroient gagné plus qu'ailleurs & dépenſé moins, parceque le pays produit toutes les choſes de premiere néceſſité & tant de choſes qui rendent la vie agréa-

(*) On voit que nos miniſtres, dans le tems même qu'ils font tous leurs efforts pour établir le deſpotiſme, ne peuvent s'empêcher d'en reconnoître les déplorables effets.

ble ! Que d'opulens rentiers, dont les capitaux ſont dans les fonds de France, ſeroient allés demeurer dans ce pays de fées! Combien les effets royaux n'auroient-ils pas augmenté la maſſe de la circulation! Alors, au lieu de verſer chez l'étranger les intérêts de ſes dettes, la France les eut répandus dans le même ſein où elle les avoit puiſés ; & les nations voiſines, dont les particuliers avoient prêté à la France, euſſent été priſes pour dupes. Mais, heureuſement, nous payâmes dans le pays tant d'écrivains pour décrier ce dangereux Miniſtre, tant de courtiſans pour le perdre auprès du Roi, tant d'eccléſiaſtiques pour ſoulever le peuple, que le pauvre Turgot n'a pas tenu plus longtems que tous les Miniſtres qui veulent le bien de leur patrie. Quel crédit la liberté civile & religieuſe n'eût-elle pas donné à la France & quel malheur c'eût été pour l'Angleterre!

S. M.

A vous dire le vrai, Louis XVI a bien fait. La condition d'un Roi d'Angleterre n'eſt gueres à envier. Mais, je crains que la guerre, tirant ainſi en longueur, les reſſources ne nous manquent pour ſubvenir aux frais des opérations qu'elle exige.

LORD NORTH.

Nous ouvrirons des emprunts énormes par voie de Lotterie. Il eſt vrai que c'eſt un moyen vicieux de puiſer dans les bourſes du peuple : il eſt dangereux de ne pouvoir défendre un Etat qu'en cor-

rompant ſes mœurs: il ne convient gueres à la dignité de notre nation d'avoir recours aux mêmes expédiens qu'on employe, pour réparer un pont de campagne (*) ou un hôpital qui tombe en ruines. Mais, ſi l'argent nous manque, nous aurons recours à nos bons amis les Hollandois, qui ne nous oublieront pas dans le beſoin.

S. M.

Il eſt vrai que, depuis quelque tems, ils ne ceſſent de nous adreſſer des plaintes: j'eſpere cependant terminer cette affaire à l'amiable. Quand tous nos amis ſemblent s'être concertés pour nous retirer leurs ſecours, il eſt à propos de ménager ceux qui nous conſervent leurs bourſes.

(*) Il y a dans l'original *to repair a country-bridge or a decayed hoſpital.*

DIALOGUE III.

DIALOGUE III.

S. M., LORD NORTH, LORD WEYMOUTH, LORD GERMAINE, LORD BUTE, LORD SANDWICH, M. STEPHENS, LE DUC DE RICHMOND, PLUSIEURS SECRETAIRES.

Lord Weymouth.

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! La Georgie eſt conquiſe. Toute cette immenſe Province vient d'abjurer la tyrannie du Congrès. Plus de deux cents habitans ont prêté le ſerment *d'allegeance.* Le Lieutenant-Colonel Prevoſt vient d'entrer dans la Caroline: il a pénétré juſqu'à Charles-town: il étoit devant cette ville, quand ſes dépêches ſont parties: elle eſt ſans doute ſoumiſe à l'heure qu'il eſt. Prevoſt, en s'avançant toujours dans le cœur du pays, ne manquera pas de rencontrer la grande armée Britannique qui s'avance du côté oppoſé; les Américains, pris entre deux feux & accablés par le nombre, ne ſeront que trop heureux de racheter leurs vies & leurs biens par le ſacrifice de leurs droits & de leurs funeſtes libertés. L'Amiral Byron nous a promis de nous donner de bonnes nouvelles du comte d'Eſtaing. Il eſpere ſerrer de ſi près cette anguille, qu'elle ne lui échappera plus. On dit que ſa déconvenüe à

Ste. Lucie, l'a guéri pour toujours des réſolutions hardies & des attaques périlleuſes.

Lord Germaine entre.

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! l'Amiral Collier a ſurpris les Américains dans la Baye de Penobſcot. Il a détruit ou forcé les Rébelles à détruire quinze de leurs vaiſſeaux de guerre: il a brûlé vingt-quatre navires de tranſport. Leurs troupes, au nombre de quinze cens hommes, ont cherché leur ſalut dans les forêts: ces maudits rebelles ne manqueront pas de périr dans ces déſerts affreux. Ce n'eſt pas tout. Le Major-Général Tryon s'eſt préſenté devant les villes ou villages de New-haven, de Norwalk, de Greenfield & de Fairfield. On peut dire à ſa louange que les ordres du Miniſtere n'ont jamais été exécutés avec plus de préciſion. Il a porté le dégât, l'incendie & le meurtre partout. Les prieres de ces ſcélérats étant autant de ſacrileges, on a cru ſervir le ciel en livrant aux flammes les édifices où ils invoquoient l'Etre ſuprême contre nous. Comme il ſeroit à ſouhaiter que cette race criminelle fût exterminée de la ſurface de la terre, on n'a pas manqué de maltraiter les meres qui donnoient le ſein à leurs enfans: on auroit mis toutes leurs femmes & filles en état de nous donner un ſang plus pur, ſi presque toutes n'avoient pas fui, échevelées & presque nues, dans les rochers d'alentour. Les loyaux Americains ſe ſont, ainſi que les Heſſois, diſtingués dans cette mémorable expédition: les trou-

pes Angloiſes n'ont pas démenti leur ancienne bravoure & leur vigueur ordinaire. Le Colonel Tryon obſerve avec beaucoup de juſteſſe que, ſi cette maniere de faire la guerre n'eſt guere conciliable avec l'humanité, elle eſt cependant efficace pour accabler des gens qui ne veulent pas ſe ſoumettre.

Le Duc de Richemond.

Juſte ciel! quel affreux ſyſtême je vois introduit dans une cour à qui notre nation communiquoit jadis ſon caractere de grandeur d'ame & de généroſité! Hommes féroces! hommes impitoyables! vous ne voulez donc dominer que par le fer & le feu! Vous ne voulez donc regner que ſur des décombres & ſur les cadavres de vos freres & de vos concitoyens! Depuis le commencement de ces malheureux troubles, dont votre ambition a attiſé le feu, vous n'avez encore combattu que comme des bandes de brigands & comme ces hordes ſauvages que vous payez pour vous apporter les dépouilles ſanglantes des chevelures de vos concitoyens! Ne voyez-vous pas que ce ſyſtême, outre qu'il déshonore le nom Anglois, n'eſt propre qu'à produire un effet directement oppoſé à vos vues. Vous dites que les Américains ſont, pour la plus grande partie, affectionnés pour vous: ainſi ces incendies, ces horreurs, ne tombent preſque que ſur vos amis: eſt-il un moyen plus capable de les aliéner & de les décider ſans retour contre leur mere-patrie?

Un Secrétaire entre.

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! Le Lieutenant-Colonel Prevoſt, au lieu de prendre Charles-town, comme il nous l'avoit promis, s'eſt fait repouſſer par le Général Lincoln, après avoir perdu plus de mille hommes dans cette expédition. Ce revers peut entraîner la perte de la Georgie. Nous l'aurons échapé belle, ſi Prevoſt ne partage pas le triſte ſort de Burgoine.

Le Duc de Richmond.

Ne vous avois-je pas dit qu'il ne ſeroit pas ſi facile de réduire les Américains?

Un autre Secrétaire entre.

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! L'Amiral Hopkins a intercepté une partie de notre flotte des Indes occidentales qu'il a conduite à Boſton: pluſieurs de nos vaiſſeaux de guerre viennent de tomber entre les mains des Rébelles: ils ont repris d'aſſaut le fort de Stoney point & paſſé au fil de l'épée ou fait priſonniere toute la garniſon. Il eſt vrai qu'ils ont détruit ce fort autant qu'ils ont pû: ils n'ont laiſſé perſonne dedans; auſſi l'avons-nous repris avec la plus grande facilité; & ce qui vaut encore mieux, l'intrépide Corſaire Cunningham vient d'être conduit dans nos ports.

Lord North.

Ces pertes ſont peu de choſe : j'eſpere qu'elles ſeront amplement compenſées par des nouvelles plus heureuſes ; voici Lord Bute qui nous en apporte ; car il a une lettre entre les mains. En attendant, pour diſtraire l'attention du peuple & le conſoler, nous ne ferons pas mal d'envoyer à la potence cet infame Corſaire Cunningham.

Lord Bute.

Hélas, Mylord ! nous ne ſommes en effet malheureux que pour n'avoir pas aſſez fait pendre. Ce Comte d'Eſtaing, que nous avons tenu ſi longtems priſonnier dans la derniere guerre & que nous avons ſi imprudemment renvoyé en France, au lieu de l'envoyer à *Tiburn*, eſt l'auteur de tous nos revers. Il me ſouvient qu'avant de quitter l'Angleterre, cet homme que nous regardions comme un inſenſé, demanda au ciel de voir le jour où nous n'aurions pas un pouce de terre en Amérique. *Dieu me damne*, ou je crois que ſes vœux commencent à s'accomplir. Les François viennent de nous prendre l'Isle de St. Vincent. D'Eſtaing a volé enſuite vers la Grenade : mon pauvre neveu le Lord Macartney s'eſt défendu avec la derniere bravoure : heureuſement qu'il n'a pas été bleſſé ; il a préféré de ſe rendre à diſcrétion. Il s'attendoit que l'Amiral Byron viendroit le délivrer ; l'Amiral eſt effectivement venu ; mais les François l'ont ſi mal reçu qu'il a jugé à propos

d'aller chercher des renforts: on ne ſait pas encore s'il a ſu leur faire lâcher priſe.

S. M.

Juſte ciel! Ce malheur n'entraîneroit-il pas la perte de mes treize Colonies? Hélas! que deviendront les Auguſtes & nombreux rejettons du ſang royal, dont l'Etre Suprême a daigné bénir mon hymen avec ma chere Charlotte? A peine mes ſujets Britanniques daignent-ils leur aſſigner des revenus conformes à leur rang. Je deſtinois à chacun une de ces Provinces. Nous aurions fondé d'autres Colonies pour ceux qui viendront encore. Ils les auroient tenues pendant quelque tems à titre de vice-royauté. L'Angleterre eût été déchargée de leur entretien. Lorſque le grand moment marqué par la providence pour la dépendance de l'Amérique, ſeroit arrivé, mon illuſtre poſtérité auroit regné ſur vingt à trente royaumes peuplés & floriſſans. L'Angleterre eût toujours trouvé d'utiles & fideles alliés parmi eux. Ce ſont de bien méchans Républicains que ces Colons!

Mr. Stephens, Secretaire de l'Amirauté, entre.

Sire, la fortune ſemble conjurée contre nous. Paul Jones, avec une eſcadre ſous pavillon Américain, vient de brûler ſeize bâtimens dans le port de Hull; pluſieurs navires marchands ſont tombés

dans ſes mains: enfin le *Serapis* & le *Scarborough*, deux beaux vaiſſeaux de guerre qui eſcortoient la flotte du Nord, ont été attaqués par ce forcené & ſe ſont rendus après un carnage affreux. On dit qu'après s'être raſſaſié de ſang, ce déteſtable pirate s'eſt ſauvé dans les ports de Hollande.

S. M.

S'il a réellement choiſi une pareille retraite, le coquin ne m'échappera pas, quand il auroit des lettres de marque ſignées de la propre main de Louis. Je vais prier mes bons & fideles alliés, les Etats-Généraux, de l'arrêter. Ils ne me refuſeront pas ce petit ſervice.

Un autre Secretaire entre.

Sire! on ne ſçait plus ce qu'eſt devenue la flotte que nous avions fait ſortir de Plymouth. On vient d'afficher à la bourſe une récompenſe pour celui qui la retrouveroit, avec le jeune Prince qui s'eſt égaré avec elle. Auroit-elle pris les ports de France pour ceux d'Angleterre? Il eſt ſûr que l'ennemi eſt devant Plymouth. L'alarme eſt générale ſur la côte. La plupart des habitans ſe ſont ſauvés, un pied chauſſé & l'autre nud. On donnoit vingt guinées pour un caroſſe. Hommes, Femmes, Enfans, c'étoit à qui ſe montreroit le plus habile à la courſe. Une forêt d'arbres ſuperbes, rangés en belles allées, tirées au cordeau, a été abattue ſur le champ, parce qu'on craignoit qu'elle ne favoriſât l'invaſion de l'ennemi. Le pro-

priétaire n'étoit pas trop content. Si c'eſt de cette façon que nous entendons la défenſive, nous ne tarderons pas à voir les ennemis dans Londres, n'en déplaiſe au ſavant Doyen de Gloceſter. Les François, éternels plaiſans, par conſéquent ſouvent mauvais plaiſans, & ne pouvant digérer que nous apellions *Canal Britannique* ce qu'ils appellent la *Manche*, écrivent que nous n'avons rien à craindre, parce que nous avons les François & les Espagnols dans notre *manche*.

S. M.

O Ciel! veille ſur les jours de mon fils! préſerve-le ſurtout de la fureur d'un inſolent & ſuperbe ennemi!

Lord Sandwich entre.

Sire, nos ennemis triomphent. Mais....

S. M. en l'interrompant.

Hélas! quelles nouvelles me donnerez-vous de mon fils & de ma flotte?

Lord Sandwich.

Sire! votre fils eſt ſain & ſauf. La flotte Britannique eſt entrée toute entiere dans le port de Plymouth, à l'exception du vaiſſeau l'Ardent. Ce que nous avions prévu, eſt arrivé. Les ennemis n'ont ôſé effectuer une deſcente. Pendant qu'ils ſe montroient avec autant d'oſtentation que d'inu-

tilité devant nos ports, nous ſauvions les riches flottes des Indes orientales & occidentales; & lorsqu'elles ont été en ſûreté, nous ſommes rentrés honorablement, parceque l'honneur ne conſiſte pas moins à prévenir les revers, qu'à ſe procurer des ſuccès. En ſauvant par ce chef-d'œuvre d'opération politique, notre commerce, nous conſervons habilement notre crédit & nos reſſources: vous verrez la France s'épuiſer peu à peu en ſtériles efforts: la déſunion éclatera entre les flottes combinées: les maladies emporteront une grande partie des équipages qui ne ſont pas habitués à la mer. Ou je ſuis bien trompé, ou l'occaſion ſe préſentera d'attaquer avantageuſement notre ennemi: alors nous le trouverons plus facilement qu'il n'a ſu nous trouver.

Le Duc de Richmond.

Ainſi nos miniſtres ſont réduits à des expédiens précaires & aux conjectures les plus incertaines; ils ſacrifieront toujours l'honneur de la nation Britannique: ils s'approprient adroitement la gloire des ſuccès dûs à des hazards heureux: ils rejettent les revers ſur le caprice des vents. Que les tems ſont changés! une fuite honteuſe expoſée comme un chef-d'œuvre de politique! Pourquoi les François n'auroient-ils pu s'avancer auſſi bien que nous vers les côtes d'Irlande? Et, s'ils avoient imaginé de bombarder ou de prendre Plymouth, que ſerions-nous devenus? Que devoient penſer nos braves Bretons, en fuyant devant l'ennemi!

Lord Sandwich.

Il eſt vrai que le vieux ſang Britannique pétilloit dans leurs veines. Capitaines, pilotes, officiers, ſoldats, matelots, mouſſes, tous enfin ſe ſont écriés contre cette retraite, qu'ils appeloient une fuite honteuſe: pour les calmer, il a fallu leur montrer les ordres de la cour. Le brave Capitaine Roſſ n'a pu digérer cette nouvelle. La fureur dans les yeux, la rage dans le cœur, il a briſé ſon téleſcope ſur le tillac. Pour qu'il ne fût pas dit qu'il eût vu fuir une Flotte Britannique, il a pris ſa réſolution en homme de cœur. Il ne s'eſt pas, il eſt vrai, pendu ni brûlé la cervelle, pour l'honneur de ſa patrie: il s'eſt retiré dans ſon cabinet qu'il a fait hermétiquement fermer. Il a refuſé de voir la lumiere du jour: il n'a voulu voir, juſqu'à ſon débarquement, que celle de la chandelle.

Lord Shelburne.

Pourquoi n'avoir pas laiſſé ces braves gens éprouver leur courage contre les François? Ils n'avoient que vingt vaiſſeaux de moins que l'ennemi. C'eſt, ſelon moi, un axiome auſſi vrai que les dogmes de l'évangile, qu'une femme Angloiſe pouvant battre trois François, à plus forte raiſon un vaiſſeau Anglois en peut battre deux François d'égale force. La France eſt au moins une fois plus peuplée que ne le ſont les Iſles Britanniques. Ne l'avons-nous pas battue à Poitiers, à Creſſi, à Azincourt, à

Bleinheim, & ſurtout dans la derniere guerre? Vous voyez, Mylord, que pour haïr les miniſtres, je n'en aime pas plus les François.

Lord Sandwich.

Mylord, vous avez raiſon. Auſſi le Général Braddock qui ſe laiſſa détruire par une armée françoiſe plus de la moitié moindre que la ſienne, fit très bien de ſe faire tuer. Auſſi l'Amiral Matthews & l'Amiral Bing, pour s'être laiſſés battre par les François à forces égales, ont-ils reçu la punition qu'ils méritoient. Matthews fut dégradé & Bing fuſillé ſur ſon bord: peu s'en eſt fallu que Keppel n'ait, pour le même crime, éprouvé le même ſort. Soit dit, ſans offenſer perſonne, je crois que c'eſt à cette indulgence extrême que nous devons les petits revers que nous venons d'eſſuyer. Pour empêcher ces ſortes de trahiſons dans la ſuite, je penſe qu'il ſeroit plus sûr de n'attaquer les François que lorſque nous ſerons au moins trois contre un. C'eſt le parti que prit Chatham. Auſſi pendant que Louis le bien-aimé buvoit ſa bouteille, careſſoit Madame de Pompadour, & déplaçoit ſes meilleurs officiers, nous ne manquâmes pas de battre les François partout, nous leur prîmes le Canada, le Cap-Breton, la Martinique, la Dominique, la Grenade, & pluſieurs autres poſſeſſions conſidérables, & nous les chaſſâmes de l'Afrique & des Indes orientales.

Lord Shelburne.

Je penſe que nous euſſions pouſſé nos conquêtes

juſqu'à Paris, lors ſurtout de cette éclatante expédition où nous fimes l'importante & glorieuſe conquête de l'iſle d'Aix. Nos braves ſoldats, n'ayant trouvé que trois ou quatre invalides pour s'oppoſer à leur invaſion, exercerent leur noble valeur ſur les chapelles qu'ils détruiſirent, ſur les ſtatues des ſaints qu'ils traînerent dans les rues, ſur les croix qu'ils briſerent & ſur les vaſes ſacrés qu'ils mirent ſans façon dans leurs poches. Il faut avouer que ces petits Bretons nous firent auſſi un très mauvais accueil. Il leur reſte ſans doute un peu du ſang ardent de nos grand Bretons.

S. M.

Tous ces petits débats n'aboutiſſent à rien. Nous ne devrions penſer qu'aux moyens de lever de nouveaux ſubſides & s'ils ne peuvent ſuffire à nos beſoins, qu'à ſonder les puiſſances étrangeres qui peuvent nous ſecourir. Nous avons encore dans le continent, des alliés qui ſont puiſſants: il ne reſte plus qu'à ſavoir s'ils ſont également de bonne volonté. Il vient d'arriver un nouveau Miniſtre Plénipotentiaire de Pétersbourg. J'ai entamé avec cette Cour une ſecrette négociation, dont le réſultat jettera tous mes ennemis dans l'étonnement.

DIALOGUE IV.

S. M., Mr. de Simolin, Lord North.

S. M.

Nous avons, Monſieur, toujours été, votre Auguſte Impératrice & moi, unis du lien le plus étroit. Les ſecours que je lui ai fait paſſer ſourdement dans ſa derniere guerre avec les Turcs, & les ſecours que ces perfides François ont envoyés à ces maudits infideles, voilà des preuves convaincantes que ſes intérêts s'accordent avec les miens. Tous mes ſujets voient d'ailleurs par l'exacte régularité avec laquelle je pratique tous les devoirs de ma religion, que le zéle le plus étendu de la foi chrétienne embraſe mon cœur. Ce zele n'eſt pas un des moindres motifs qui m'attachent à Votre Auguſte Maîtreſſe. S'il n'eût tenu qu'à moi, elle pourroit actuellement faire dire la grand' meſſe ſuivant le rit grec dans la moſquée de Sainte Sophie à Conſtantinople. Ainſi, je ne doute point que, dans la conjoncture critique où je me trouve, je n'aye tout à eſpérer de ſa reconnoiſſance & de ſon amitié pour moi.

Mr. de Simolin.

Sire, je crois que les motifs qui déterminent la

bonne volonté de V. M. en faveur de mon Auguſte Maîtreſſe, ſont très nobles & très chrétiens. On ſait que l'illuſtre Catherine eſt trop acceſſible aux notions les plus exactes de l'équité & aux ſentimens les plus tendres du cœur, pour être inſenſible à votre affection pour elle. Elle n'auroit, cependant, pas été fâchée que, dans la derniere guerre qu'elle eût à ſoutenir, V. M. l'eût aſſiſtée de ſecours plus efficaces. Elle ne ſeroit pas fâchée qu'actuellement, pour mieux lui prouver le zele que vous étalez pour la foi chrétienne, vous vouluſſiez renoncer à votre alliance avec l'Empereur de Maroc, avec les Régences d'Alger, de Tunis & de Tripoli, peuples de Pirates & de Brigands, ennemis du genre humain, & partiſans non moins opiniâtres que les Turcs, de la loi de l'impoſteur Mahomet.

S. M.

Je ne ſais pourquoi, mon cher Mr. de Simolin; mais la nation Britannique s'eſt toujours ſentie un penchant décidé pour les intérêts de ces petits peuples Africains, que les Européens ſe plaiſent à décorer du titre de Barbares. Mes ennemis affectent même de dire que c'eſt la ſympathie de mœurs qui nous lie avec eux. Je ne vois gueres jour à renoncer à une alliance qui eſt ſi fort du goût de la nation.

Mr. de Simolin.

Sire, il y a des tempéramens à prendre. Quelle

reconnoiſſance auriez-vous pour une puiſſance qui vous enverroit actuellement quarante vaiſſeaux de guerre & cinquante mille hommes?

S. M.

Ah! mon cher Mr. de Simolin, ſi l'Auguſte Autocratrice de toutes les Ruſſies nous rendoit cet important ſervice, nous ferions, pour convertir, je voulois dire pour ſauver ſon ame, réciter des prieres dans toutes les égliſes de la religion dominante. Si elle venoit à mourir, nous lui érigerions un buſte ſuperbe dans l'Egliſe de Westminſter; & comme elle aime beaucoup la compagnie des grands hommes, nous la mettrions entre Pope & Newton, à moins qu'elle n'aimât mieux ſe trouver auprès des cendres d'Oldfield ou de Henri VIII.

Mr. de Simolin.

Comme ma Maîtreſſe m'a toujours paru plus occupée des intérêts de la vie préſente, qu'ambitieuſe des honneurs dont la vanité prétend repaître les morts, je doute qu'elle trouvât dans vos propoſitions un dédommagement ſatisfaiſant pour ſes quarante vaiſſeaux & ſes cinquante mille hommes. Il y a d'autres moyens de s'arranger. Par exemple, elle ſoupire depuis longtems pour avoir un port dans la méditerranée. Ah! une pareille acquiſition lui ſeroit ſi commode pour le commerce qu'elle projette de faire par le détroit de Gibraltar & par le Boſphore, dont le paſſage lui eſt li-

bre! Je ſuppoſe que vous lui cédaſſiez l'Isle de Minorque. Vous trouveriez une indemniſation équivalente dans l'Isle de Corſe, qu'elle vous aideroit même à enlever aux François. Et, comme nos navigateurs ont découvert dans l'Archipel Ruſſe, un paſſage qui communique à l'Amérique ſeptentrionale, ne pourriez-vous pas nous céder encore le Canada ou d'autres poſſeſſions adjacentes? Conſidérez, Sire, que, pour votre intérêt, notre Autocratrice renonceroit aux grands avantages qu'elle attend d'un commerce direct avec vos colonies, qu'avec ſon ſecours vous ne manquerez pas de reconquérir. Un pareil ſervice mérite bien une petite reconnoiſſance.

S. M.

Je ne m'attendois pas, Monſieur, à des propoſitions auſſi étonnantes. Je ne puis y répondre qu'après en avoir conféré avec mes Miniſtres.

(*Mr. de Simolin ſe retire.*)

Lord North.

Je vous avouerai, Sire, qu'en effet ces propoſitions ſont bien extraordinaires. Si je ne craignois quelque émeute d'une nation ſi prompte à s'allarmer pour des riens, je ne ſais ce que je conſeillerois à V. M. La néceſſité des circonſtances couvre bien des choſes. Jacques I & Charles II n'ont-ils pas vendu, l'un les places qu'il poſſédoit en Hollande, & l'autre, la ville de Dunker-

que,

que, pour ſubvenir à des beſoins bien moins urgens?

S. M.

Nous diſcuterons cette affaire une autre fois. Auparavant, je voudrois ſavoir ſi nous n'avons rien à attendre de nos autres amis & alliés. Que penſez-vous de notre bon ami le Roi de Pruſſe?

Lord North.

J'ai peine à compter ſur ce Monarque. Nous n'avons que trop éprouvé qu'il n'eſt d'intelligence avec ſes amis, que lorſqu'il y a quelque choſe à gagner. Je ſais qu'il brûle de ſe former une puiſſance maritime. Je viens de parler à ſon Ambaſſadeur.

S. M.

Eh! quelles ſont ſes propoſitions?

Lord North.

Je penſe que ſi nous lui cédions Gibraltar & ſi nous connivions à ce qu'il partageât la Hollande avec l'Empereur, il ſe feroit fort d'introduire trente mille Pruſſiens dans Boſton.

S. M.

O Ciel!

Lord North.

La choſe n'eſt pas ſi étonnante. Louis XIV & Charles II n'avoient-ils pas déjà fait ce partage?

Et ſe ſouviendroit-on que la Hollande eût exiſté, ſi l'amour des plaiſirs n'eût mal-à-propos entraîné le Monarque François à Paris? Je craindrois ſeulement qu'il ne fût difficile de rappeller les trente mille Pruſſiens une fois débarqués en Amérique. Nous avons vu par l'exemple de la Siléſie & de la Pologne, qu'il n'eſt pas aiſé de faire ſortir ces gens-là des endroits où ils ſont entrés. Il ſeroit à craindre qu'étant maîtres de la Hollande, il ne leur prît envie de s'établir ſolidement dans le nouveau monde & même dans les Indes orientales.

S. M.

Vos paroles, Mylord, ſont pour moi des traits de lumiere. Mais que dites-vous du zele que ce Monarque commence à faire éclater pour la religion? Il recommande actuellement à tous ſes miniſtres de faire de bons chrétiens de ſes ſujets.

Lord North.

Je m'imaginerois que ce vieux Renard n'agit pas ſans motifs. Son intention ne ſeroit-elle pas de prévenir en ſa faveur les Puritains fanatiques de Boston, à qui ſa tolérance un peu trop large a inſpiré des préjugés contre lui? Je n'aime point cette monarchie, & je m'en défie. Elle cherche à acquérir la ſolidité qui lui manque. Elle ne ſe ſoutient que par le génie du Monarque & par un gouvernement que je nomme militaire, pour couvrir d'un voile l'image du plus rigoureux deſpotiſme qui fût jamais: gouvernement funeſte aux ſujets, alarmant pour l'Europe & inutile à ſes al-

liés, à moins qu'ils ne ſe ſacrifient pour le Monarque.

S. M

A qui devons-nous donc avoir recours?

Lord North.

Nous n'avons rien à eſpérer de la Suede. Elle eſt trop aveuglément dévouée à la maiſon de Bourbon. Le Roi de Danemarc pourroit nous aſſiſter. Je crains ſeulement qu'ayant quelques établiſſemens en Amérique, il n'appréhendât de les voir tomber entre les mains des François ou des Rébelles, en ſe déclarant pour nous. D'ailleurs, ce Monarque croiroit peut-être trahir les intérêts de ſes ſujets, s'il irritoit des puiſſances qui donnent tant d'activité au commerce des munitions navales qui ſont un vrai Pérou pour ce pauvre pays-là.

S. M.

Ah! ne me parlez plus de cette cour. Mon cœur ſe ſerre, les larmes coulent de mes yeux; quand je ſonge à ma pauvre ſœur, à cette fleur ſi tendre, hélas! ſi cruellement moiſſonnée avant le tems! Que j'en veux à ceux qui firent rompre la négociation qui devoit l'unir au Prince d'Orange!

Lord North.

Peut-être, ſi cet hymen eût réuſſi, aurions-nous plus à eſpérer des pays qu'il gouverne ſous le nom de Stadhouder. Je ne vois que trop, Sire, qu'il nous faut renoncer aux ſecours des autres

puiſſances. Aux étranges propoſitions qu'elles nous font tous les jours, je ne ſerois pas étonné qu'une d'elles vînt nous demander la ville ou la banque de Londres pour caution ou pour dédommagement. Les petits Princes du corps Germanique ſont encore juſqu'à préſent nos plus utiles alliés. Voilà de vrais amis, Sire; ils ne ſe contentent pas de nous ſacrifier leur honneur, ils dépeuplent leurs petits Etats, ils nous envoyent la fleur de leurs ſujets: nous en ſommes quittes pour leur donner de quoi entretenir des filles & des *castratos*. Voilà de vrais amis, Sire! Je voudrois bien pouvoir compter avec la même certitude ſur les eſpérances que nous donnent les Hollandois.

S. M.

Je penſe que c'eſt ſur eux que nous devons faire le plus grand fonds. Le Prince de Hollande, je veux dire le Prince d'Orange, aime l'Angleterre par inclination & par intérêt. Quand il a pris une fois ſon parti, il tient ferme: il commande à ſes maîtres; ainſi étant ſûrs de lui, nous avons tout. Aurions-nous beſoin de ménager les Etats-Généraux ou la Nation?

Lord North.

En accordant que le Prince eſt auſſi puiſſant dans ce pays-là que le Grand Seigneur l'eſt à Conſtantinople, toujours doit-on appréhender qu'une nation qui nous craint plus qu'elle ne nous aime, ne ſe ſouleve, ſi nous ceſſons un inſtant de lui paroître redoutables. En un mot, je doute ſi nous

n'aurions pas mieux fait de nous appliquer à gagner les Etats du pays, plutôt que le Prince.

S. M.

Avez-vous oublié, Mylord, ce qu'il eſt arrivé à je ne ſais quel petit Gentilhomme de ce pays-là, pour s'être oppoſé à ce qu'on m'envoyât les troupes Ecoſſoiſes qui ſont au ſervice des Etats?

Lord North.

J'ai donné quelque attention à cette affaire, pour tirer des conſéquences ſûres du caractere de la nation. Ce même Gentilhomme, d'un génie remuant, audacieux, amateur des nouveautés, comme le ſont tous les factieux, entreprit de faire affranchir quelques payſans des ſervitudes, que les ſeigneurs exigeoient d'eux. Voilà comme, dans les anciennes Républiques, & de nos jours dans nos colonies, d'ambitieux démagogues ont commencé par capter la faveur du peuple pour opérer une révolution. Il eſt vrai que le Prince n'a pas été la dupe de ce prétendu patriotisme. Nous avons ſi bien ſû lui repréſenter les conſéquences d'une pareille conduite, ou plutôt nous avons ſu former une cabale ſi puiſſante contre ledit Gentilhomme, qu'il a été exclus des aſſemblées d'Etat. On ne pouvoit mieux nous ſervir: on a coupé le mal par la racine. Autrefois, dans les dietes de la Pologne, on fabroit un oppoſant trop opiniâtre pour obtenir l'unanimité des ſuffrages. Dans la République des Pays-bas, où cette abſurde unanimité eſt également requiſe pour la déciſion des affai-

res importantes, on employe des moyens plus doux, mais qui ne ſont pas moins ſûrs. Je commençois à me flatter que l'excluſion dudit Gentilhomme produiroit un effet ſalutaire; je commençois même à juger par cette violente infraction des droits les plus ſacrés, qui auroit ici occaſionné un ſoulevement général & placé le nom de cet Hollandois à côté de celui des SYDNEY & des HAMPDEN, que la République n'exiſtoit plus, & que le Stadhouder y gouvernoit deſpotiquement. Je crains de m'être trompé. Je viens d'apprendre que le dit Gentilhomme eſt regardé comme un autre Brutus, un nouveau Barnevelt, un martyr de la patrie: on m'aſſure que le Prince, facile à ſe laiſſer prévenir, commence à ſoupçonner qu'on l'a trompé. J'apprends que le parti François ou anti-Stadhouderien fait les plus effrayans progrès dans ce pays, que le public y eſt inondé d'écrits ſéditieux, où le Prince eſt auſſi maltraité que S. M. pourroit l'être dans les papiers Anglois. C'eſt une dangereuſe choſe que la liberté de la Preſſe. Cette fermentation chez un peuple, naturellement tranquille, endurant & doux, me fait craindre quelque funeſte exploſion.

S. M.

J'ai dans ce pays-là, mon fidele miniſtre le Chevalier YORKE, négociateur rompu dans le métier & habile courtiſan, car il y a une cour dans cette République. Il y a plus de vingt ans qu'il y réſide. Nous ne faiſons pas comme la cour de France, qui ne laiſſe pas à ſes miniſtres le tems de connoî-

tre leur emploi. Je puis me flatter d'être bien ſervi. Le Chevalier connoît le fort & le foible du pays. A l'aide de quelques milliers de guinées diſtribuées à propos à des Ecrivains & à des Magiſtrats mercénaires, notre parti, d'ailleurs protégé hautement par le Prince, prévaudra toujours en Hollande ſur le parti Gallican.

Lord North.

Pour vous dire ce que je penſe, cette nation tient moins à nous par l'intérêt national que par l'intérêt de quelques particuliers. Si les Hollandois avoient réaliſé les fonds qu'ils ont en Angleterre, peut-être auroient-ils déjà éclaté contre nous: ç'a été une bonne politique de lier ainſi cette nation avide de gain: nous l'avons adroitement réduite à l'état d'un créancier, qui ménage ſon débiteur, dans la crainte qu'il ne lui faſſe banqueroute: entre nous, je ne ſache pas, qu'elle nous ſoit actuellement attachée par aucun autre lien.

S. M.

Il eſt fâcheux que le Stadhouder ne ſoit pas ſouverain abſolu. Il eſt borné par les formes, & ces formes ſont quelque choſe. Je ſais bien que l'envie ne manque pas à mon cher couſin de voir ſon nom inſcrit dans l'Auguſte Catalogue des Souverains: nous ne contribuons pas peu à l'animer à cette grande entrepriſe: nous ne ceſſons de lui mettre devant les yeux la facilité avec laquelle le premier Magiſtrat de la Suede ſut opérer une

révolution ſemblable, il y a quelques années. Je commence à craindre qu'il manque d'audace & de dextérité. S'il venoit à réuſſir, comme nous pouvons tout ſur ce Prince, nous pourrions nous flatter de gouverner abſolument ce petit Etat, d'en monter les reſſorts à notre volonté & d'en diriger les mouvements ſuivant nos intérêts.

Lord North.

Je doute, Sire, que cette révolution, depuis ſi longtems l'objet de nos vœux & de notre politique, renferme autant de facilités & d'avantages que l'on eſt porté communément à le penſer. Je craindrois plutôt qu'avec un titre brillant, le Stadhouder ne vît les bornes de ſon pouvoir reſtreintes, que ce titre ne rendît toutes ſes démarches ſuſpectes, ſa perſonne odieuſe, & qu'au moindre mécontentement, ſes ſujets indociles ne formaſſent, à l'exemple de leurs ancêtres, de funeſtes conjurations contre leur nouveau ſouverain. Sire, je ne parle que d'après les annales de ce peuple & d'après les informations que j'ai faites ſur ſes diſpoſitions actuelles.

S. M.

Vos paroles, Mylord, ſont de nouveaux traits de lumiere : je crois qu'en effet le Batave reſſemble un peu à nos Bretons, qui courboient ſervilement la tête ſous le joug d'un *Protecteur* & ont toujours porté impatiemment celui d'un *Roi*. Vraiment, la condition d'un Monarque Britannique eſt bien dure. Je ſuis donc obligé de convenir que le

Prince d'Orange ſera plus heureux & même plus puiſſant avec le titre modeſte de Stadhouder, (*) qu'il ne le feroit avec le titre orgueilleux de Roi.

Lord North.

A moins qu'il ne trouvât moyen d'établir un gouvernement purement militaire & modelé ſur celui de ſon oncle. Puiſque le dez eſt jetté, il ne nous reſte plus qu'à nous aſſurer de plus en plus de ſes diſpoſitions & à l'enchainer plus étroitement à nos intérêts. S'il trouvoit alors quelque oppoſition dans la République, on pourroit lui inſinuer de réduire les mécontens au ſilence avec le ſecours de ſes troupes, aſſiſtées des meilleurs ſoldats de Pruſſe & de Hanovre, qu'on feroit paſſer en Hollande, ſous prétexte de les embarquer pour l'Angleterre.

S. M.

On dit qu'en effet cette nation devient tous les jours plus ulcérée contre nous. Peut-être devrions-nous renoncer au ſyſtême que nous avons adopté d'exciter, ſous main, nos capitaines de vaiſſeaux à moleſter ſon commerce, pendant que nous les déſavouons en public. Ne pourroit-on

(*) Ce titre ſignifie Lieutenant ou Gouverneur. On ſeroit étonné que les Etats, qui ſe diſent ſouverains, aient beſoin d'entretenir un gouverneur, dans un pays où ils ſont préſens, ſi l'on ne ſavoit que les noms ne ſignifient pas toujours ce qu'ils ſemblent ſignifier.

pas ſe contenter de piller leurs bâtimens, ſans tourmenter les équipages & leur diſloquer les membres ?

Lord North.

L'avis de V. M. ſeroit excellent, ſi nous avions affaire à des gens moins intéreſſés : mais cette nation eſt d'une avidité pour le gain, qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.

Ne ſavez-vous pas que la France eſt attentive à fomenter le mécontentement des Hollandois & ne ceſſe de les exciter à éclater ?

Lord North.

Ils ont trop de motifs qui les empêchent de ſe déclarer contre nous. Leur intérêt, voilà leur honneur : ils ſont accoutumés à ſouffrir ces violences, comme nous à entendre leurs plaintes. Les diſpoſitions actuelles des Etats, ne ſont pas telles que je le déſirerois : cependant je ne déſeſpere pas de les engager encore à nous fournir les ſubſides ſtipulés par les traités.

S. M.

Leur Ambaſſadeur doit venir : nous en conférerons plus amplement avec lui.

DIALOGUE V.

L'Amb. des E. G. Lord North.

Lord North.

VOus ſçavez. Mr. le Repréſentant de nos bons & fideles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maîtres: vous ſçavez que c'eſt de vos marchands que nos colonies ont tiré la partie la plus conſidérable des munitions qui les ont miſes en état de nous réſiſter: ces griefs ſont violens; cependant l'amour de S. M. pour votre Etat eſt toujours le même: Elle . . . . .

L'Amb.

Elle ſait qu'un Etat ne ſauroit être reſponſable de toutes les ſourdes menées des particuliers que l'avidité du gain fait ſe jouer des prohibitions les plus rigoureuſes, & ſe gliſſer dans les ports les mieux fermés: c'eſt le génie de notre nation: le ſouverain même eſt obligé d'y fermer les yeux: plût à Dieu que les autres peuples ne s'introduiſiſſent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités, dont une loi politique défend l'importation! La République penſe au contraire, avoir de violens reproches à vous faire: les ſaiſies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les vio-

lences commiſes ſur les équipages, voilà des griefs qu'aucune raiſon d'état ne ſauroit diſculper. Cependant, vous devez être aſſuré que mes maîtres ne deſirent rien tant que de vivre en bonne intelligence avec vous.

Lord North.

Il ne ſuffit pas de vivre en bonne intelligence. Ne ſentez-vous pas qu'il eſt actuellement, plus que jamais, de votre intérêt de faire cauſe commune avec nous, de s'élever contre la France qui, par ſa conduite partiale & des diſtinctions odieuſes, montre clairement combien elle vous mépriſe & combien votre ſort ſeroit dur, ſi cette puiſſance ambitieuſe & perfide, ardente à tout diviſer pour tout envahir, venoit à obtenir la prépondérance ſur les mers.

L'Amb.

Je ne vous cacherai pas, Mylord, que la conduite de la France à notre égard, ne paroît pas à tous les citoyens de la République d'une conſéquence également funeſte: nous ſommes cependant bien éloignés de l'approuver: mais comme nous ne pouvons agir ſans l'unanimité, je n'ai rien à vous dire, ſinon que vous avez tout à eſpérer des ſentimens que la conduite de la France a inſpirés aux bons patriotes. Je ne doute pas que la réponſe de mes maîtres à la demande des vaiſſeaux pris par Paul Jones & des ſecours ſtipulés par l'alliance des deux nations, ne ſoit conforme à vos vœux. En attendant je vous conſeillerois de donner des

ordres pour que notre navigation fût plus reſpectée: car je ne vous cacherai pas que les violences antérieures peuvent avoir ralenti le zele de nos citoyens. Il faut un peu ménager cette turbulente ville d'Amſterdam, qui veut prendre le ton ſur toutes les autres, ſous le prétexte imaginaire de défendre la liberté belgique. Il vient même d'arriver ici un marchand de cette ville orgueilleuſe: il ſe plaint que je ne ſoutiens pas les intérêts du commerce avec aſſez de chaleur: il oſe ſe permettre des menaces contre l'Angleterre: votre Seigneurie ne fera pas mal d'écouter cet original, pour juger des diſpoſitions de la nation & la tranquilliſer en lui donnant au moins de bonnes paroles.

DIALOGUE VI.

L'AMB., LORD NORTH, LE MARCHAND D'AMSTERDAM.

Le Marchand.

JE preſſens, Mr. le Miniſtre de S. M. B., que vous ne gagnerez pas à tourmenter nos pauvres marchands, & que l'Angleterre, dans ſa détreſſe actuelle, feroit mieux de chercher de nouveaux amis que de s'aliéner ſes anciens alliés. On arrête nos vaiſſeaux, on pille nos marchandiſes, on eſtropie, on maſſacre nos matelots. Vous m'avouerez que ce procédé n'eſt ni poli ni politique.

Lord North.

Je ne doute pas, mon cher ami, que vous n'entendiez parfaitement le calcul en fait de ſpéculations de commerce: mais la politique eſt une ſphere différente; & vous ne pouvez mieux faire que de vous en tenir aveuglément à la déciſion des Etats vos maîtres: ils ſavent que, ſi l'on écoutoit vos marchands, leurs réſolutions emportées n'iroient à rien moins qu'à élever à un point redoutable la puiſſance Françoiſe, cette éternelle ennemie du repos de l'univers, de la religion &

de la liberté des peuples. Vous n'êtes guidés que par l'intérêt préſent & particulier : mais vous ne pénétrez pas dans l'avenir : & le grand intérêt de l'état échappe à vos vues circonſcrites dans le cercle étroit des comptoirs & des magaſins.

Le Marchand.

N'en déplaiſe à votre ſeigneurie, je ne vois pas le danger que court notre religion dans la circonſtance préſente; je ne vois pas quel rapport il peut y avoir entre la ſaiſie de nos vaiſſeaux & le Synode de Dordrecht, entre des mâtures & la ſatisfaction de Chriſt. Mais les regards ſublimes & perçans des grands ſeigneurs & des miniſtres des rois, voient tant de choſes qui échappent à des vues foibles & bornées, telles que les nôtres! Vous me permettrez, ſeulement, de vous demander comment il s'eſt fait que cette voix du peuple qui ne ceſſoit de vous dire : „ vous perdrez l'Amérique en voulant la ramener à coups de canon; la France ſe déclarera contre vous : l'Eſpagne l'imitera; &c." vous me permettrez, dis-je, de vous demander : comment il s'eſt fait que, malgré vos belles ſpéculations politiques, le peuple a deviné plus juſte que vous. Nous ne ſavons juger des choſes que par les effets : les François ſoutiennent actuellement la liberté de vos Colonies, que vous voudriez détruire : quel intérêt les engageroit à menacer la nôtre? Vous, au contraire, ne ceſſez de déſoler notre commerce : & je prévois que, ſi vous ne changez de ſyſtême à no-

tre égard, vous pourriez nous forcer à repouſſer la force par la force, ſuivant la grande loi de la nature, qui vaut bien votre droit politique, auquel je vous avoue que je n'entends rien. Telle eſt la raiſon qui m'a fait paſſer la mer. Je ne ſuis pas ſeulement venu, pour vous demander la reſtitution des navires que vos corſaires m'ont enlevés: je ſuis encore venu pour vous avertir, que vous avez tout à craindre de la diſpoſition où ſont les eſprits en Hollande.

Lord North.

Il paroît que, s'il ne tenoit qu'à vous, vos concitoyens ne tarderoient pas à épouſer le parti de la France.

Le Marchand.

Votre obſervation eſt captieuſe: tout ce que je ſais, c'eſt que les François auroient pu nous mener loin, s'ils avoient sû nous ménager; j'ai vu le moment où l'on ne formoit en Hollande preſque qu'un ſeul & même cri contre les Anglois. Cette conſpiration unanime n'eût pas manqué d'influer dans les aſſemblées d'Etat. La cour de France, pour achever de nous déterminer, n'avoit qu'à combler la meſure des bons procédés à notre égard. Quels avantages ne pouvoit-elle pas ſe promettre de notre République, intéreſſée fortement à l'indépendance de l'Amérique & outrée contre les Anglois, ſi, après avoir relevé ſa marine & attiré l'Eſpagne, elle ſe fût attachée à gagner notre

Stad-

Stadhouder, au lieu de l'irriter, & nous eût proposé de nouveaux avantages de commerce, avec le renouvellement de nos anciennes alliances ! Il ne tenoit qu'à elle de changer le syſtême de l'Europe. La guerre seroit finie, l'Angleterre réduite aux bornes que la nature lui a assignées, & l'Amérique reconnue libre. Mais, la France n'a connu ni ses intérêts ni le caractere de notre nation. Elle paroît nous avoir mépriſés comme une puiſſance subalterne; elle a hazardé des menaces, que ses ennemis n'ont pas manqué de relever: elle s'eſt permis des actes de partialité qui ont jetté la défiance dans les esprits.

L'Amb.

Vous avez, mon cher compatriote, fort bien jugé ce point de politique. Jamais la France ne rompra le faiſceau de fleches qui nous tient réunis. Quand même ses vues ne seroient pas louches, sa politique ne laiſſera pas de nous être suspecte. Les soupçons qu'elle vient de faire naître, contre-balanceront toujours le reſſentiment de ceux qui croient avoir à se plaindre de l'Angleterre.

Lord North.

Je suis charmé de vous voir dans de pareils sentimens. J'en concois de favorables augures pour la Grande-Bretagne. Tout cela doit vous perſuader que votre intérêt eſt eſſentiellement lié au bien-être de notre nation. Envain les François

vous feroient appréhender une invaſion par terre. L'Angleterre les arrêtera toujours, en mettant entre vous & eux une égide que leurs armes & leurs efforts ne pourront jamais entamer.

L'Amb.

Vous avez raiſon, Mylord; mais nous avons encore d'autres défenſes contre les François. L'Empereur ne leur permettroit pas aiſément de s'étendre autour de ſes poſſeſſions. Il regarde déjà d'un œil jaloux leur accroiſſement en Amérique. Et s'il étoit jamais d'intelligence avec eux, n'aurions-nous pas infailliblement pour nous le grand Fréderic? La France, alors obligée de partager ſes forces, nous ſeroit peu redoutable ſur terre. Mais, ſur mer, quel poids ne mettrions-nous pas dans la balance où nous nous trouverions?

Le Marchand.

Je vois avec plaiſir que notre exiſtence ne dépend pas abſolument de la protection des Anglois. Je ne vous cacherai pas, Mylord, que votre nation n'eſt gueres aimée en Hollande. Il y a bien des patriotes qui brûlent qu'on ſaiſiſſe l'occaſion de venger les outrages qu'elle ne ceſſe de nous faire eſſuyer. Par exemple, eſt-il rien de plus odieux que l'affreux point d'honneur de vos matelots, qui font périr toutes les années un nombre conſidérable de nos vaiſſeaux par le cruel refus de s'écarter tant ſoit peu, quand leurs bâtimens maſſifs rencontrent, dans des paſſages étroits, les frê-

les carcaſſes de nos légers navires? Ces vains honneurs qu'ils nous forcent de rendre à leur pavillon, ne ſont-ils pas les cauſes funeſtes de toutes leurs violences & de tous leurs outrages à notre égard? Ne ſommes-nous pas une puiſſance indépendante, auſſi bien qu'eux?

Lord North.

Il ne s'agit pas, mon cher Ami, de diſcuter, ſi votre République eſt une puiſſance indépendante ou non. Elle l'eſt; perſonne ne le nie: mais elle eſt une puiſſance ſecondaire: vous êtes des enfans encore petits & foibles: vous devez le reſpect à ceux qui ſont plus grands, plus forts, plus âgés. Vous êtes vif, M. le ſpéculateur en bois, en bled & en fromages. Mes affaires m'appellent ailleurs; je vous laiſſe avec Mr. l'Ambaſſadeur, qui vous expliquera plus au long la juſtice & la modération de notre conduite.

(*Lord North ſort.*)

L'Amb.

Je ſuis charmé que vous ayez pris avec chaleur les intérêts de votre patrie. Mon emploi me fait un devoir de dérober aux Anglois bien des vérités dures qu'ils méritent. Il eſt à propos de les ménager, parce que nous ne ſommes pas encore en état de les braver. Ils veulent bien nous payer les marchandiſes qu'ils nous enlevent: nous devons être contens; mais il faut

toujours faire paroître qu'on nous fait tort, & grand tort. S'ils pouvoient remettre les membres à ceux qu'ils eſtropient ou rendre la vie à ceux qu'ils tuent, cela vaudroit encore mieux : mais patience ! ſi nous voulions nous défendre, il y auroit bien plus de tués & d'eſtropiés. Les Anglois finiront toujours par être la dupe de leur violente politique. En nous payant tout ce qu'ils nous enlevent, il arrive que nous les approviſionons, auſſi bien que les François. Ils détruiſent ainſi leur acte de navigation. Je vous engage à continuer toujours de faire des requêtes contre eux.

Le Marchand.

Quelle ſublime ſcience que la politique ! Le voile qui couvroit mes yeux commence à tomber ; daignez m'initier plus avant dans les auguſtes myſteres des cours.

L'Amb.

Les Anglois croient que nous ne ſommes que des manequins qu'ils font tourner à leur gré ; & c'eſt nous qui les jouons : ils ſe ſont imaginés que nous épouſerions leur parti : nous leur avons fait entendre que nous n'attendions que le moment que notre marine ſeroit montée ſur un pied reſpectable & que nos troupes de terre ſeroient augmentées, pour défendre les frontieres contre les François. Vous ſavez que les Etats ont effectivement délibéré ſur ces deux objets : les réſolutions ont traîné en longueur, comme on le prévoyoit bien : nous

leur promettons une iſſue conforme à leurs vœux. Pour mieux les aveugler, les Etats-Généraux parurent vouloir accéder à la demande qu'ils leur faiſoient de renoncer à la liberté du tranſport des munitions navales; mais les choſes étoient arrangées de maniere que la ville d'Amſterdam empêchât tout-à-coup les ſuites de cette délibération. Par cette adroite politique, il arrive que les Anglois nous doivent de la reconnoiſſance pour ce que nous paroiſſions vouloir faire en leur faveur, & que nos droits à la liberté du commerce étant conſervés dans toute leur force, nous pourrons bientôt leur objecter la ſaiſie de nos vaiſſeaux comme une infraction qui nous dégage de l'obligation de fournir les ſecours ſtipulés par les traités. Ils nous demandent actuellement ces ſecours; ils veulent avoir deux vaiſſeaux qu'un pirate Américain vient d'amener dans le Texel: nous leur aurions déja répondu, ſi les François avoient ſu détruire leur flotte & bombarder Plymouth.

Le Marchand.

Tout ce que vous dites eſt nouveau pour moi.

L'Amb.

La politique actuelle de l'Etat eſt d'éluder en temporiſant, d'éviter ſoigneuſement de prendre part aux guerres étrangeres, pour en tirer tout le parti poſſible. Le rôle que je joue ici, eſt des plus difficiles; je dois entretenir cette cour dans l'eſpoir d'obtenir ce qu'elle demande, afin qu'elle

ne nous force pas de quitter l'avantageuſe neutralité que nous avons choiſie, & prolonger le tems où nous profitons des ſotiſes de nos voiſins.

Le Marchand.

Mais n'eſt-il pas à craindre qu'une cour auſſi politique ne pénetre nos vues, & n'agiſſe en conſéquence?

L'Amb.

Nous avons une excuſe plauſible dans l'organiſation de notre gouvernement: Nous avons un Stadhouder intéreſſé à favoriſer l'Angleterre; nous avons des Etats-Généraux où il a la plus grande influence; cette tête & ce corps ſont en général pour les Anglois: mais notre République eſt compoſée de pluſieurs autres corps: les Etats particuliers & les villes ont des intérêts différens; il ont voix négative dans les délibérations: voilà le grand point qui conſerve notre liberté au dedans & notre repos au dehors. Nous ne pouvons prendre de parti que tous n'y conſentent; ainſi nous ne pouvons nous engager dans aucune entrepriſe, à moins que l'avantage ne ſoit évident. C'eſt un chef-d'œuvre de politique que cette unanimité; elle nous empêche, il eſt vrai, de jouer un rôle dans les affaires de l'Europe; mais que ce rôle nous coûteroit cher! Ne vaut-il pas mieux préferer le bonheur à l'éclat? Les étrangers trouvent notre conſtitution abſurde: elle l'eſt en effet pour eux qui ne peuvent nous gouverner à leur gré. Je

fais, moi-même, obligé de parler quelquefois leur langage; je m'emporte le premier contre la marche lente & embarraſſée de notre machine politique; il faut bien que j'amuſe les Anglois; ils voudroient que nous les imitions par des réſolutions précipitées. La France frémit ſurtout. Elle ne ceſſe de nous faire entendre que nous abandonnons notre honneur & nos intérêts, comme ſi nous ne connoiſſions pas l'un & l'autre encore mieux qu'elle. Le François a cru frapper un grand coup, en défendant en dernier lieu l'importation des fromages de Nord-Hollande.

Le Marchand.

Il s'eſt furieuſement trompé. Lorſque je partis d'Amſterdam, je vis embarquer une quantité prodigieuſe de fromages: on me dit qu'ils étoient deſtinés pour la France, que l'édit du Roi n'avoit fait que changer leur nom, & qu'on ne les appelloit plus que des fromages de Sud-Hollande. J'ôſe vous demander, à préſent, ſi nous ne ſerions pas en état de prendre enfin le parti d'une neutralité reſpectable & reſpectée?

L'Amb.

Je vous obſerverai que le ſyſtême de notre conſtitution fédérative eſt, comme toutes les conſtitutions humaines, ſujette à des inconvéniens. A raiſon de la différence des intérêts & des vues, il arrive que tout n'eſt pas également bien réglé dans l'intérieur du pays. Il faut avouer que nos forces

navales ne ſont pas ſur un pied propre à en impoſer. C'eſt un grand malheur pour nous qu'ayant dans tous les tems plus de mille vaiſſeaux marchands ſur les mers, nous n'ayons pas de forces régulieres pour les protéger. Nous n'avons point, comme la France & l'Angleterre, de corps de marine fixe & permanent. D'ailleurs nous devons craindre d'irriter les Anglois, qui nous payent toutes les années une rente d'environ 1570000 livres ſterlings: ce qui, à calculer le change à 36 eſcalins, qui eſt ſon cours actuel, revient à plus de 16956000 florins de Hollande. Vous m'avouerez qu'une ſomme d'environ dix-ſept millions de florins que nous tirons annuellement de l'Angleterre, mérite quelque attention.

Le Marchand.

Je vois à préſent que ce ſeroit une queſtion bien digne d'occuper une ſociété patriotique, ſi l'on peut être bon citoyen & avoir des fonds en Angleterre. Si ce numéraire étoit dans notre pays, combien cette augmentation d'eſpeces, en diminuant l'intérêt de l'argent, ne ſerviroit-elle pas à ranimer le commerce, à favoriſer de grandes entrepriſes utiles; ſoit intérieures, en deſſéchant les marais & les lacs, en défrichant les bruyeres; ſoit extérieures, en facilitant des ſpéculations nouvelles & étendues, comme nous en faiſions autrefois? Que de banqueroutes le hauſſement de l'intérêt de l'argent n'a-t-il pas occaſionnées, & que de branches utiles de commerce ne

nous a-t-il pas fait perdre ? Il eſt vrai que nos rentiers, en plaçant leur argent dans le pays, n'auroient plus d'auſſi grands revenus qu'ils en tirent des Etats emprunteurs : mais l'oiſiveté, ſuite naturelle de leur état, ne les a-t-elle accoutumés à un luxe qui a fait refluer dans ces Etats au delà même des intérêts ordinaires que ces rentiers tireroient dans leur patrie? Au pis-aller, ils travailleroient comme leurs ancêtres : cet argent rendroit ſûrement plus à l'Etat par les produits du commerce, que par les rentes des fonds étrangers : le commerce national n'a-t-il pas été plus floriſſant & notre puiſſance plus grande ; dans le tems que nous ignorions l'agiotage, ſyſtême funeſte qui n'a ſervi qu'à dégrader nos ames, corrompre nos mœurs, rendre notre patrie tellement dépendante & eſclave des puiſſances étrangeres, qu'elles peuvent nous ruiner à l'occaſion d'un premier revers ou du plus léger mécontentement. En un mot, je crois que c'eſt à ce funeſte agiotage, non moins qu'aux guerres où la politique & l'ambition de la Grande Bretagne nous a entraînés, que notre République doit ſa décadence, hélas! trop réelle. Voilà la cauſe des honteux ménagemens que nous ſommes obligés d'avoir pour des puiſſances qui oſent trouver mauvais, que nous ayons le bon ſens de ne pas nous égorger avec elles.

L'Amb.

Voilà des vues neuves : vous avez très bien apprécié cet objet. Quant à l'état de notre marine,

j'ajoute que nos officiers de mer ne ſont ni aſſez honorés, ni aſſez récompenſés. Ils ſont peu attachés à un pavillon, où ils ſont réduits au vil emploi de munitionnaires. Ces ſoins minutieux aviliſſent leur ame, s'ils s'y appliquent, & les expoſent à être trompés, s'ils n'y donnent pas aſſez d'attention. Ils n'ont aucun intérêt de ſoumettre à l'exercice & à la diſcipline, des équipages qu'ils changent preſque à chaque voyage & qui les haïſſent, parceque, pour faire bourſe, ils ne fourniſſent à ces équipages que des vivres, qui ne ſont ni bons ni ſuffiſans. Je penſe que nous devrions moins nous épuiſer à entretenir des armées formidables de terre, pour garder des frontieres qui, d'après ce que j'ai déjà obſervé au Lord North, ne ſauroient être menacées. Nous devrions tranſporter plutôt ces dépenſes à la protection de nos côtes & de notre navigation, qui ſont la baſe de notre exiſtence & la ſource de notre proſpérité. Nous avons tant de marins qui ne manquent ni de zele ni de capacité.

DIALOGUE VII. (*)

LORD WEYMOUTH, UN ENVOYE' DE FRANCE.

L'Envoyé.

JE puis assurer votre Seigneurie que S. M. T. C. n'a rien tant à cœur que d'entamer une négociation, qui puisse amener la suppression totale des malheurs d'une guerre, dont les fléaux ne se font pas moins sentir aux habitans de la Grande-Bretagne, qu'à ceux de l'empire François, & dont la perspective est bien plus effrayante pour vous que pour nous.

Lord Weymouth.

La condamnation indélébile de la France se réduit à la preuve de deux propositions simples & presque évidentes; premierement, qu'une paix profonde, permanente & de la part de l'Angleterre, sincere & véritable, subsistoit entre les deux na-

(*) Ce dialogue a paru séparément & quelques jours après les autres: il a été généralement attribué au même auteur: ainsi nous l'avons cousu le mieux qu'il nous a été possible avec les autres. Nous avons cru cette remarque nécessaire, pour éclairer les critiques & les commentateurs à venir qui pourroient se quereller sérieusement, si quelques-uns s'apercevoient qu'en effet ce dialogue est un hors-d'œuvre: découverte que les autres ne manqueroient pas d'attaquer, & qui pourroit, peut-être, donner occasion à quelques *in-folio* à pure perte. *Note du Traducteur.*

tions, lorſque la France forma des liaiſons d'abord ſecretes & enſuite publiques & avouées avec les Colonies révoltées de l'Amérique: ſecondement que, ſuivant les maximes les plus reconnues du droit des gens & ſelon la teneur même des traités actuellement ſubſiſtans entre les deux couronnes, ces liaiſons pouvoient être regardées comme une infraction de la paix. Vous l'avez troublé cette paix, que la *modération* de Sa Majeſté avoit rétablie.

L'Envoyé.

Vous ne dites pas que cette paix déshonorante pour la dignité d'une grande nation, étoit un état forcé qui avoit laiſſé dans les eſprits le mécontentement & le deſir de la vengeance. Les François n'ont fait que ce que vous auriez fait à leur place. Tranſportez-vous, je vous prie, encore une fois, au tems des négociations pour la derniere paix. Rappellez-vous l'inflexible hauteur avec laquelle vous uſâtes des droits de la victoire & comment vous abuſâtes de ſuccès que vous ne deviez qu'à la perfidie avec laquelle vous nous aviez attaqués en pleine paix. Louis XIV renonçoit, à la fin de ſes plus heureuſes campagnes, à de brillantes conquêtes, pour éteindre l'envie & le reſſentiment dans le cœur de ſes ennemis. Comment oſez-vous vanter votre modération, tandis-qu'il s'en faut bien que vous ayiez été auſſi modérés que ce Monarque, dont vous ne ceſſez de re-

lever l'orgueil & l'ambition? Le Canada, une partie de la Louisiane, la Floride, le Cap Breton, la Dominique, St. Vincent, Terre-neuve, Tabago, Madras, le Sénégal & je ne sçais combien d'autres établissemens dans toutes les parties du monde, il a fallu tout vous céder: votre avidité a tout dévoré; sont-ce-là des traits de votre modération? Ne deviez-vous pas penser qu'on ne souscrivoit à des conditions si déshonorantes & si dures, que pour obéir à la grande loi de la force & combiner une vengeance plus sûre? Ce n'est pas que j'attribue un droit réel à la force: je ne juge pas d'après le droit; je juge d'après les faits: je ne parle pas en législateur; je parle en politique. Je dis que chaque état doit tenir un rang analogue à sa situation, à sa grandeur & à sa population; les sujets de cet état conservent malgré eux des sentimens d'orgueil relatifs à la force de la société qu'ils composent: un événement imprévu peut bien abaisser cet état: mais il ne sauroit ni l'empêcher de tendre naturellement à se relever, ni étouffer les sentimens des particuliers. Et vous paroissez étonnés de notre conduite actuelle! Vous aviez brisé la barriere en Europe & aux Indes. Il étoit, a dit très bien chez vous un de nos écrivains, de la dignité d'une nation qui prétend en corps aux honneurs de la philosophie, de se fixer des bornes à elle-même & de montrer aux hommes étonnés, une puissance prépondérante & modérée. Si vos ministres avoient connu le cœur humain, apprécié une grande nation telle que la

Françoiſe, & conſulté leurs vrais intérêts, ils ne nous auroient pas contraints à faire de pareilles ceſſions: vous nous attaquâtes en Renards & vous nous fîtes la loi en Lions.

Lord Weymouth.

Si un ennemi étranger avoit fait la conquête des Etats de S. M. B. en Amérique & que la France eût confirmé, par un traité ſolemnel, un acte de violence qui dépouilloit, au milieu d'une paix profonde, le voiſin reſpectable, dont elle ſe diſoit le voiſin & l'allié, l'Europe entiere ſe ſeroit ſoulevée contre l'injuſtice d'un procédé qui violoit ſans pudeur tout ce qu'il y a de plus ſaint parmi les hommes. La premiere découverte, la poſſeſſion interrompue de deux cents ans, ſuffit pour conſtater les droits de la Grande-Bretagne aux terres de l'Amérique-Septentrionale & ſa ſouveraineté ſur le peuple qui y avoit formé des établiſſemens avec la permiſſion & ſous le gouvernement des prédéceſſeurs du Roi.

L'Envoyé.

Tous vos publiciſtes avouent que le ſoulevement général de toute une nation ne mérite point le nom de rébellion. Guillaume III fut ſans doute un ennemi étranger à l'égard de Jacques II: cependant, Jacques II n'avoit-il pas plus de droits ſur la Grande-Bretagne, que George III n'en peut réclamer ſur les colonies de l'Amérique? Pour vous montrer la foibleſſe de votre argument, je

ſuppoſe que les Américains, reconnoiſſant les droits des prédéceſſeurs de votre Monarque, ſe fuſſent aviſés de proclamer le Prétendant ou ſon ayant cauſe: que pourriez-vous leur objecter ? N'auroient-ils pas droit de vous dire qu'ils rendent à l'héritier légitime un domaine uſurpé & que vous êtes vous-mêmes les rébelles & votre Prince l'uſurpateur ?

Lord Weymouth.

Parcequ'un peuple ôſe ſecouer le joug de l'autorité, ou plutôt des loix, qu'il a uſurpé les provinces & les prérogatives de ſon ſouverain, & recherché l'alliance des étrangers, pour appuyer ſon indépendance prétendue, ces étrangers peuvent-ils accepter cette alliance, ratifier ces uſurpations & reconnoître cette indépendance, ſans ſuppoſer que la révolte a des droits plus étendus que ceux de la guerre & ſans accorder aux ſujets rebelles un titre légitime aux conquêtes, qu'ils n'ont pu faire qu'au mépris de la juſtice & des loix?

L'Envoyé.

Ces phraſes ſont belles: on diroit qu'elles ſont préparées pour entrer dans un manifeſte; mais elles ſont toujours fondées ſur un faux principe. Elles ne vont à rien moins qu'à ébranler tous les trônes, en commençant par celui de George III. Vous ſavez que tout le monde ne convient pas en Europe, & ſurtout en Angleterre, que les Américains ſont des rebelles. Au moins il n'eſt pas ſûr

que l'infortune les rendra tels : leur crime ou leur innocence dépendent du ſort des armes : dans cette ſituation, n'avons-nous pas le droit de les ſoutenir, comme les Hollandois ont eu droit de ſoutenir votre Guillaume III, avant que la victoire eût légitimé ſon uſurpation ; ou comme Henri IV & Elizabeth reconnurent & ſoutinrent l'indépendance des Provinces-Unies, ſans attendre le conſentement de la puiſſance dont cette déclaration bleſſoit les droits ?

Lord Weymouth.

Il étoit réſervé à la France de ſe vanter de ſes diſpoſitions pacifiques, dans l'inſtant même que ſon ambition lui inſpira d'exécuter & d'avouer un acte de perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations.

L'Envoyé.

J'ai déjà répondu à votre nouvelle déclamation, en vous prouvant que l'autorité même de S. M. B. n'étoit appuyée que ſur des exemples de ce genre. Je pourrois rappeller encore l'aſſiſtance ſecrete ou publique que vous avez donnée aux rébelles de la Rochelle, des Cevennes, ou de la Corſe. N'aviez-vous pas auparavant reconnu les droits qu'avoient dans ces différens endroits, Louis XIII, Louis XIV, & la république de Genes, qui les céda à Louis XV ?

Lord

Lord Weymouth.

Après avoir épuiſé toutes les reſſources de la perfidie & de la diſſimulation, la France ôſe avouer à la face de l'Europe *indignée*, un traité ſolemnel fait avec les agens *ténébreux* des colonies.

L'Envoyé.

Pendant plus de vingt ans votre Reine Elizabeth ſe conſuma en proteſtations d'amitié pour le Roi d'Eſpagne, dans le tems qu'elle aſſiſtoit ſecrétement d'argent & publiquement de troupes, un peuple qu'elle regardoit elle-même comme rebelle. Que la conduite de Louis XVI a été bien plus noble & plus franche! Il ne vous a caché ſa réſolution qu'autant de tems qu'il lui en falloit pour conſommer un traité qu'il ne pouvoit faire que ſecretement. Il ne vous a point caché qu'il étoit ravi de ſaiſir cette occaſion pour voir l'abaiſſement d'une puiſſance, qui étoit vraiment trop étendue pour ſa ſûreté. Si, comme vous le prétendez, l'Europe eût été indignée de cette conduite, pourquoi vous, qui l'avez ſi ſouvent ſoulevée contre la France, ne l'avez-vous pas fait armer en votre faveur dans une circonſtance où elle commet, ſelon vous, une perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations? Cette inaction, juſqu'à préſent inouïe de l'Europe à votre égard, prouve donc avec la derniere évidence qu'elle eſt bien loin d'être indignée & que ſon vœu général eſt pour l'Amérique & la France.

Lord Weymouth.

La cour de France oublie ſans peine la foi des traités, les devoirs des alliés & les droits des ſouverains, & ne rougit point d'avilir ſa dignité par des liaiſons, d'abord ſecretes, enſuite publiques, avec un peuple qui ne fonde ſon indépendance prétendue que ſur la hardieſſe de ſa révolte.

L'Envoyé.

Ainſi les Américains ſont, ſuivant vous, dans le cas des uſurpateurs; or, dans quel code politique avez-vous lu qu'il fût humiliant ou défendu de traiter avec des uſurpateurs? Les puiſſances de l'Europe ne ſont-elles pas dans l'uſage de ne regarder, en ce cas, que le droit du poſſeſſeur, ſi leur intérêt les y engage; elles ne ſe conſtituent point les juges des querelles domeſtiques d'une autre nation. Ces principes vous paroiſſent renverſer les droits des ſouverains: & c'eſt préciſément le contraire. C'eſt d'après ces principes que les Puiſſances de l'Europe envoyent des Ambaſſadeurs à votre Monarque, comme elles en ont envoyé à Cromwel. Ce n'eſt pas à George III que la France jura une amitié éternelle en 1763: elle a traité avec l'Empire Britannique, auquel étoient alors jointes les treize Colonies qui viennent de rompre le pacte d'aſſociation. Elles diſent que vous avez commencé par le rompre vous-mêmes, en violant à leur égard la loi fondamentale de votre Etat, ſuivant laquelle un ſujet Britannique ne peut être

taxé ſans ſon conſentement. Cet empire étant diviſé en deux, pourquoi n'aurions-nous pas le droit de traiter avec l'une & l'autre partie? Suivant les principes de la conſtitution Britannique, toute autorité ne vient-elle pas du peuple? On a vu quelquefois des ambitieux faire ſoulever une nation pour leur propre intérêt. Mais il n'eſt pas dans la nature des choſes humaines, qu'une nation entiere, où preſque tous les citoyens ont part au gouvernement, recoure, ſans raiſon ni motif, à la voie terrible des armes, pour ſoutenir ce qu'elle appelle ſa liberté, & qu'elle ſecoue unanimement une domination ancienne & affermie par le tems. Dans ce terrible conflit, ceux qui ſe plaignent, ſeront-ils moins dignes de foi, que ceux qui leur répondent par le fer & le feu? Vous appellez actuellement les François vos alliés: & pourquoi ne ceſſez-vous dans toute autre occaſion de les appeller, auſſi bien en paix qu'en guerre, vos ennemis naturels?

Lord Weymouth.

La France ne ſe juſtifie qu'en faiſant valoir, tour à tour & preſque au même inſtant, des droits qu'il n'eſt permis qu'à un ennemi de réclamer: & ſon adreſſe à confondre ſans ceſſe deux ſuppoſitions qui n'ont rien de commun, eſt la conſéquence naturelle d'une politique fauſſe & inſidieuſe, incapable de ſoutenir la lumiere du grand jour. N'eſt-ce pas permettre la guerre que d'accorder, comme la France a fait, aux Américains, le droit

d'armer dans ſes ports & d'en exporter toutes ſortes de munitions de guerre ; & peut-on permettre la guerre, ſans violer la paix? En un mot, la déclaration du Marquis de Noailles n'a-t-elle pas été le ſignal de l'infraction publique d'une paix, annoncée par des faits qu'on ne peut conſidérer que comme une autre infraction de la foi des traités ? Votre cour, dans ſon manifeſte, n'a-t-elle pas laiſſé échaper l'aveu des engagemens qu'elle avoit formés avec l'Eſpagne, pour venger leurs prétendus griefs & mettre un terme à ce qu'elles appellent l'empire tyrannique de l'Angleterre ſur les mers?

L'Envoyé.

C'eſt, ſans doute, pour juſtifier les ordres que vous aurez donnés clandeſtinement pour prendre les Manilles, que vous amenez ici le Roi d'Eſpagne: c'eſt, pour juſtifier la ſurpriſe de Pondicheri, qu'il vous plaît d'aſſigner à la déclaration du Marquis de Noailles la teneur d'une déclaration de guerre. Que tous les miniſtres de S. M. B. interrogent leur propre cœur, & ils avoueront que, dans le tems, cette déclaration ne fut pas regardée comme telle. Il y eut dans votre parlement pluſieurs membres, qui la repréſenterent comme un procédé qui n'avoit rien d'extraordinaire, ni d'hoſtile. Votre Amiral Keppel prouva, avec la derniere évidence, que la choſe n'étoit pas encore décidée; puiſqu'il laiſſa au milieu de ſa flotte pluſieurs vais-

ſeaux François, dans la crainte, dit-il, qu'on ne jettât ſur lui le blâme d'avoir engagé ſa nation dans les horreurs d'une nouvelle guerre. La relation même de ceux qui attaquerent la *Belle-Poule*, prouve encore, par l'attention qu'ils ont à rejetter l'aggreſſion ſur les François, combien vos aſſertions ſont fauſſes: il ſeroit ſingulier qu'un *Peuple-Roi*, tel que vous oſez vous titrer, fût en guerre ſans le ſavoir. Donc, ce que vous regardez comme un défi & que la France regarde comme une déclaration innocente, n'étoit point accepté pour tel. Or, comme ce principe, probablement faux & certainement douteux, eſt la raiſon d'après laquelle vous dites avoir commencé les hoſtilités, il s'enſuit donc que vous êtes d'injuſtes aggreſſeurs & que vous avez violé vous-mêmes les droits des nations & de la paix.

Lord Weymouth.

Les déclarations ne ſont que des moyens dont les nations ſont réciproquement convenues, pour éviter la trahiſon & la ſurpriſe; mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifeſtes, ne ſont jamais néceſſaires & ne ſont pas toujours les mêmes.

L'Envoyé.

Ainſi, Meſſieurs les Anglois, vous n'avez pas dégénéré: vous êtes auſſi toujours les mêmes.

Toutes ces formalités ou d'autres équivalentes, ne ſont pour vous que de vaines inſtitutions: vous nous le prouvâtes très bien en 1755: vous ne devez donc pas être étonnés que notre Monarque ait pris des arrangemens en conſéquence: ſes précautions ne ſont donc pas, comme vous l'avez inſinué, l'effet d'une conſcience qui ſe ſent coupable, mais elles ſont l'effet d'une prudence néceſſaire vis-à-vis d'un voiſin, dont on connoiſſoit la maniere d'agir par une trop funeſte expérience.

Lord Weymouth.

Que devions-nous faire en voyant la cour de Verſailles appliquée avec l'ardeur la plus vive & la plus opiniâtre à l'augmentation de ſa marine, & précipitant, ſans motifs & ſans ennemi, dans tous ſes ports, la conſtruction & l'armement de vaiſſeaux, en détournant une partie conſidérable de ſes revenus, pour fournir aux frais de préparatifs militaires, dont il étoit impoſſible d'annoncer la néceſſité ou l'objet?

L'Envoyé.

Vous deviez la prévenir, & ſuivant votre ancienne coutume, l'écraſer avant qu'elle eût le tems d'étaler l'orgueil de ſa nouvelle puiſſance maritime.

Lord Weymouth.

Mais, qu'auroit dit le tribunal libre & reſpec-

table qui prononce, ſans crainte & ſans flatterie, l'arrêt de l'Europe, du ſiecle préſent & de la poſtérité, ſi nous euſſions fait un uſage de nos forces plus conforme aux ſuggeſtions de la prudence, qu'aux loix exactes de l'apparente équité?

L'Envoyé.

Depuis que vous vous ſentez un peu foibles, vous êtes devenus bien délicats ſur le point d'honneur, Meſſieurs les Anglois. Si vous euſſiez été moins délicats, ou plus puiſſans, vous auriez bravé ſans peine les cris des hommes éclairés & déſintéreſſés de l'Europe; & vos colonies ſeroient ramenées à l'obéiſſance: ou plutôt, pour éviter le ton du perſifflage, avouez que l'état critique où vous vous êtes trouvés, de ne pouvoir frapper, ſans bleſſer l'apparente équité, ni reſter oiſifs, ſans compromettre vos plus précieux intérêts, montre que votre puiſſance étoit montée trop haut & que les alarmes que vous avez inſpirées partout & que l'Europe fait éclater ſuffiſamment en vous abandonnant, ne ſont que trop fondées.

Lord Weymouth.

Il ne convient pas à la dignité de S. M. B. de vouloir rechercher l'époque ou la nature de la correſpondance que les agens des colonies révoltées eurent l'adreſſe de lier avec les miniſtres de Verſailles, & dont on vit bientôt les effets publics dans la liberté générale ou plutôt dans la licence

effrénée d'un commerce illégitime. La conduite des négocians François qui faiſoient paſſer en Amérique, non ſeulement les marchandiſes utiles & néceſſaires, mais encore le ſalpêtre, la poudre à canon, les munitions de guerre, les armes, l'artillerie, annonçoit hautement qu'ils étoient aſſurés, non ſeulement de l'impunité, mais de la protection même & de la faveur du miniſtere.

L'Envoyé.

Parceque les François, lors du ſoulevement de l'Amérique contre la mere-patrie, étoient en paix avec vous, s'enſuivoit-il qu'ils duſſent vous montrer la déférence la plus indéfinie? Devoient-ils repouſſer de leurs ports des marchands qui venoient y apporter une branche avantageuſe de commerce? Ne perdez pas de vue que, dans l'état d'oſcillation où cette défection a mis la France vis-à-vis de l'Angleterre, la premiere devenoit naturellement plus peſante, à proportion que le poids de la ſeconde diminuoit. Souvenez-vous que des états, que la nature & les circonſtances ont fait rivaux, ne ſont pas des perſonnes morales: c'eſt s'abuſer que de les juger d'après les mêmes principes qui doivent régler la conduite des individus: ce ſont des corps qui ont l'un à l'égard de l'autre un mouvement d'impulſion & de répulſion: & chacun d'eux tend naturellement & forcément, à ſe remettre à ſa place, quand une douloureuſe néceſſité l'en a fait ſortir. Ce ſont ces mêmes principes que la Grande-Bretagne a conſtamment

avoués, toutes les fois qu'elle a prétendu tenir orgueilleuſement la balance & l'équilibre de l'Europe.

Lord Weymouth.

Nous n'oublierons jamais que c'eſt par les ſecours ſecrets de la France que les rebelles ſe ſont d'abord ſoutenus, & par ſes ſecours publics qu'ils ont réſiſté à nos puiſſans efforts.

L'Envoyé.

Elle n'a donc pas ſoupçonné ſans fondement que votre projet étoit de les rallier, pour les armer contre elle. Des ſoupçons ne peuvent porter ſur des preuves clairement articulées & ſolidement établies, parceque des ſoupçons ne ſont pas des aſſertions. Mais, je le répete, la connoiſſance du caractere de votre nation & le ſouvenir des déprédations & des inſultes commiſes en 1755, lui ſuffiſoient pour aſſeoir des ſoupçons. Vous vous êtes trahis vous-mêmes, en avouant que vous regardiez comme des hoſtilités, les ſecours clandeſtins que nous donnions aux colonies: vous en aviez fait des plaintes trop ameres, pour qu'on ne ſoupçonnât pas vos vues ultérieures: vous nous regardiez, ſans doute, comme des victimes, dont on ne différoit le ſacrifice qu'en attendant l'occaſion de les immoler plus ſûrement. Vous êtes plaiſans, Meſſieurs les Anglois. Quand la France vous reprochoit les fréquentes inſultes faites

à ſon pavillon, vous répondiez que, ſur le théâtre vaſte & éloigné des opérations d'une guerre navale, la vigilance la plus active, l'autorité la plus ferme, étoient incapables de découvrir ou de réprimer tous les déſordres : & quand la France répond ſur le même ton à vos plaintes réciproques, vous n'admettez point ſes raiſons, ſous prétexte que la volonté du Prince ne trouve point d'obſtacle dans ce royaume. La partialité vous aveugle, au point que vous ne vous appercevez même pas de cette contradiction palpable. Vous ne faites pas attention que le deſpotiſme que vous dites exiſter en France, y faciliteroit bien plus ces déſordres, que dans un empire fondé ſur des loix équitables & invariables, d'après le tableau que vous tracez vous-même de votre conſtitution. Il ſeroit impoſſible que la vigilance des loix pût toujours prévenir la contrebande habile. Comme on ne pouvoit empêcher une nation, que vous aviez pris plaiſir d'humilier avec un orgueil ſi révoltant, de ſaiſir avec empreſſement l'occaſion de s'indemniſer à vos dépends, deviez-vous vous attendre que vos ſollicitations euſſent beaucoup d'effet & que la cour même pût, avec la meilleure intention, arrêter une contrebande que tous les François ſavoient qu'il étoit de ſon intérêt de favoriſer? Les loix des nations condamnent, il eſt vrai, ces pratiques; mais elles ferment les yeux ſur la conduite des ſouverains à cet égard: elles ſont contentes, s'ils ne les avouent pas publiquement; elles croient faire aſſez, en donnant

à la puiſſance léſée le droit de confiſquer les marchandiſes coupables, quand elle peut s'en ſaiſir. Ainſi ſe conduiſit votre Reine Elizabeth à l'égard des inſurgens des Pays-Bas, ſans recourir à pluſieurs autres exemples que je pourrois vous alléguer. Le droit public des nations ne fait pas des reſtrictions plus ſéveres au droit naturel, qu'ont tous les peuples de commercer avec une liberté illimitée ſur toutes les mers & dans tous les pays. Nous ne vous avons jamais promis de ne point commercer avec les Américains. Vous ſavez vous-même que vous n'avez pas toujours été en état d'empêcher en Angleterre la pratique d'un pareil commerce. La connivence du Roi de France à cet égard, quand même elle ſeroit prouvée, doit paroître d'autant moins étonnante, que tous les autres ſouverains en agiſſent de même. Si vous deviez regarder comme ennemis toutes les puiſſances dont les ſujets ont fourni des marchandiſes de toutes ſortes aux Américains, vous auriez dû commencer par attaquer ouvertement les Hollandois; puisque vous ſavez que les Américains ont tiré des habitans de St. Euſtache & de Hollande encore plus de marchandiſes que de tous les autres pays. Vous prononcez ſans héſiter que la conduite des François eſt une violation de la paix: pourquoi les autres nations qui n'en ont pas moins fait, ſeroient-elles moins coupables? Ainſi, vous trahiſſez malgré vous votre haine nationale & vos vues hoſtiles.

Lord Weymouth.

Tout le monde ſçait que, par les pactes généraux, écrits ou tacites, & par les uſages bien entendus de toutes les puiſſances de l'Europe, chaque métropole doit avoir la propriété excluſive de ſes colonies. Notre docteur Mariott l'a prouvé aux Hollandois en leur reprochant leurs méchantes pratiques. Je vous conſeille de lire le mémoire juſtificatif qu'il a publié à ce ſujet.

L'Envoyé.

Je n'ai pas beſoin de lire ce mémoire; car il ne me dira pas que ce ſont les Anglois, qui ont toujours violé ces pactes & ces uſages avec le plus d'impudence. C'eſt par leur commerce illicite avec les colonies Eſpagnoles, c'eſt en défendant même cette odieuſe contrebande par des guerres ouvertes, qu'ils ont fait prendre le chemin de l'Angleterre aux revenus de ces colonies qui, *par la premiere découverte, par une poſſeſſion non interrompue de près de trois cents ans & par le conſentement de toutes les nations, appartenoient inconteſtablement à l'Eſpagne.* Il me ſeroit plus aiſé de multiplier les autres exemples d'un pareil commerce illicite, que vous avez fait dans tous les pays, qu'à vous de les nier. Ce n'eſt pas tout: avant que la guerre éclatât, vous aviez déjà vu la néceſſité de vous relâcher de vos loix prohibitives à l'égard des Américains; vous leur permettiez de trafiquer directement dans les ports des autres puiſſances de l'Europe: ne fait-

on pas d'ailleurs qu'il y a eu un commerce conſtant & direct entre vos colonies & les établiſſemens des autres états en Amérique? Ainſi les ſuites de vos procédés odieux retombent ſur vous-mêmes. Plût à Dieu! que vous vous fuſſiez bornés à ces commerces illicites, & qu'en pleine paix vous n'euſſiez jamais commis, avoué des hoſtilités manifeſtes!

Lord Weymouth.

Jamais ces exemples prétendus n'ont exiſté: jamais la Grande-Bretagne n'a violé, comme vous, tout ce qu'il y a de plus ſaint parmi les hommes.

L'Envoyé.

Toutes les nations maritimes, voiſines, vont dépoſer contre l'Angleterre. L'Eſpagne vous reproche que vous ne poſſédez preſque aucun de ſes anciens territoires, que vous n'ayez acquis par ſurpriſe en tems de paix, & que toutes les mers ſont témoins que, quand vous avez battu ſes vaiſſeaux, il n'y avoit pas ſujet de croire qu'ils duſſent même être attaqués. Cette aſſertion paroît outrée, tant elle eſt étonnante, elle eſt cependant dans l'exacte vérité. Entr'autres exemples, l'équité vous reprochera toujours d'avoir ſurpris la Jamaïque en pleine paix & de vous en être fait adjuger la poſſeſſion par le droit de la force. Durant tout le cours du regne d'Eliſabeth, & conſtamment, quoique moins ſouvent, ſous les autres regnes, vous avez regardé comme une action glo-

rieuſe & patriotique, de piller les vaiſſeaux & d'envahir les côtes & le commerce excluſif du Roi d'Eſpagne. Gibraltar même & Minorque, par quel droit les poſſedez-vous? N'eſt-ce pas pour avoir profité odieuſement de la détreſſe où ſe trouva le Roi d'Eſpagne à la paix d'Utrecht? Vous tirâtes parti des circonſtances pour le forcer de vous céder ces deux beaux fleurons de ſa couronne, que vous n'aviez ſaiſis que pour les rendre au Roi qui ſeroit accepté par les Eſpagnols. N'avez-vous pas, en pleine paix, fourni des armes aux habitans de Ceylon pour chaſſer les Hollandois de Trinquemale? Ne leur avez-vous pas enlevé en pleine paix pluſieurs établiſſemens dans l'Iſle de Sumatra, dont vous avez enſuite ſu vous faire confirmer la poſſeſſion par le même droit du plus fort? En 1755, n'avez-vous pas, en pleine paix, enlevé plus de trois cents vaiſſeaux François qui naviguoient ſur la foi des traités & fait priſonniers huit mille hommes qui étoient la fleur de leurs matelots? Vous oſâtes même ſoutenir que la reſtitution des vaiſſeaux, pris avant la déclaration de guerre, étoit contraire au droit des gens, pour répondre à *l'ultimatum* de notre cour. En pleine paix, l'Amiral Boscawe s'empara de l'*Alcide* & du *Lys*, deux vaiſſeaux de guerre. Pour nous forcer à nourrir ces priſonniers enlevés ſi odieuſement, ou pour les engager à plonger le poignard dans le ſein de leur patrie en les débauchant pour votre ſervice, vous les laiſſiez périr de miſere & de faim. Le caractere ſacré d'Ambaſſadeur n'a pu dérober le malheureux Jumonville à vos coups.

Dirai-je avec quelle cruauté vous avez détruit dans l'Acadie une peuplade d'hommes libres & vertueux, compoſée de 25000 hommes, uniquement parce qu'ils étoient François d'origine? Quelle orgueilleuſe barbarie n'employâtes-vous pas, à l'occaſion de ces billets de Canada que vous nous forçâtes à payer? Dites donc, à préſent, ſi d'après des procédés ſi odieux, ſi perfides, la France a eu tort de ſoupçonner vos vues? Pouvez-vous nier que, dans le tems que la France faiſoit des préparatifs que votre caractere connu rendoit néceſſaires, il a été réellement mis en délibération de l'accabler, en enlevant d'un ſeul coup de filet, ſes navires, ſes matelots, ſes pêcheurs? Les François ont dû ſentir tous ces outrages: l'animoſité la plus violente devoit fermenter dans leurs cœurs ulcérés: voilà le ſentiment juſte & fondé que le ſoulevement des Américains a fait éclater. Quand, dans le ſiecle paſſé, vous ſouleviez l'Europe contre la France, il vous eût été difficile d'alléguer d'autre raiſon qu'une haine nationale, invétérée: mais quand les François vous diſent actuellement qu'ils veulent venger leurs griefs & mettre un terme à votre empire tyrannique ſur les mers, ils ne combattent point des fantômes & ne parlent point le langage de la déclamation. Vos immenſes progrès dans toutes les parties du monde, à leurs dépends & aux dépends des autres nations, & en dernier lieu votre alliance avec les Moſquites, pour pénétrer dans le Mexique, votre priſe de poſſeſſion des Isles Turques & des Isles de Falkland, tous ces faits publics, tous ces griefs

révoltans, ne juſtifient-ils pas pleinement leurs craintes, n'autoriſent-ils pas leur reſſentiment & n'abſolvent-ils pas leur attention à ſoulever l'Europe contre votre ambition, contre vos progrès effrayans vers la monarchie univerſelle du commerce, des mers & des deux Indes? Mais votre regne eſt paſſé, le voile eſt tombé; l'inaction des puiſſances jadis vos alliées, vous annonce qu'il faut parler un autre langage, changer de conduite & jouer un rôle plus modeſte.

Lord Weymouth.

Il ne s'agit pas ici de diſcuter la juſtice ou l'injuſtice de la conduite de l'une & de l'autre cour; il eſt queſtion de s'arranger pour arrêter l'effuſion du ſang. S. M. T. C. ne pourroit-elle pas renoncer à ſon alliance avec les Américains & retirer ſa déclaration du 13 Mars de l'année derniere?

L'Envoyé.

Quand il plut au Roi d'aſſigner aux Américains une place parmi les nations libres, & de traiter avec ce peuple foible & naiſſant ſur le pied de l'égalité, il jura de ne pas l'abandonner, que ſon indépendance ne fût affermie ſur une baſe ferme & inébranlable. Ce ſerment, qui tient à l'honneur de la nation, eſt plus fort & plus ſacré que tous ces vains ſermens que l'on prête, en ſignant ces trêves qu'on appelle paix, à l'infraction deſquelles on n'a attaché aucun deshonneur, parcequ'elles

les ne ſont que des ſituations forcées, où le plus fort réduit le plus foible, juſqu'à ce que celui-ci ſoit en état de revenir à la charge & d'attaquer ſes rivaux avec d'autant plus d'acharnement que ſon humiliation avoit été plus grande. Vous voyez, dans cette obſervation, le principe qui nous a ſervi de regle. Plut à Dieu que vous n'en euſſiez jamais ſuivi de plus odieux!

Lord Weymouth.

Je ſuppoſe qu'on vous rendît le Canada, pour renoncer à vos liaiſons avec les Américains. Une acquiſition ſi importante devroit vous tenter.

L'Envoyé.

Votre inſinuation eſt injurieuſe. De quel front un François ôſeroit-il paroître chez l'étranger, ſi, jamais, il avoit pu concevoir l'indigne penſée de vendre des alliés, des amis? Conſidérez, Myldrd, que, quand même nous aurions l'ame aſſez noire pour croire cette offre admiſſible, nous n'aurions pas l'aveuglement de la croire praticable. Nous perdrions d'utiles alliés; & nous n'aurions embraſſé que des fantômes. Pourrions-nous compter ſur la jouiſſance tranquille du pays que vous nous offrez, dès que votre réunion aux Américains vous auroit rendu, avec votre ancienne prépondérance, la tentation de nous le ravir de nouveau; & que cette infame trahiſon, en vous ramenant pour toujours les Américains, les auroit

rendu nos éternels & nos plus furieux ennemis? La France a des vues bien différentes. Je ne fais même ſi elle ne vous laiſſeroit pas tout ce que vous poſſédez encore vers le Canada, au cas que vous miſſiez bas les armes & reconnuſſiez l'indépendance des treize Colonies. Elle ne peut ni ne doit les abandonner. Pour ſauver votre honneur, on feroit une trêve à longues années, & les Américains ſeroient traités, comme vous les traitez actuellement, c'eſt-à-dire comme indépendans de fait. Ces conditions vous ſont très favorables: conſidérez l'impoſſibilité où vous êtes de ramener l'Amérique & le danger qui vous menace de perdre tout ce qu'il vous reſte encore dans cette partie du monde.

Lord Weymouth.

Je ſuis vraiment étonné que la France ſe donne déjà le ton de preſcrire la loi: a-t-elle acquis ce droit par le ſuccès de ſes opérations militaires? L'a-t-elle acquis par ces victoires navales, qui n'exiſtent que dans ſes gazettes & dans les manifeſtes des vainqueurs prétendus?

L'Envoyé.

Vos infructueuſes campagnes en Amérique ſont ſûrement des riens: les conquêtes de la Dominique, de St. Vincent, de la Grenade & de pluſieurs établiſſemens en Afrique, ſont des avantages prétendus; la défaite de Byron & la fuite de

Hardy ſont des rencontres ſans conſéquence. Ainſi, tous les Gaſcons ne ſont pas ſur les bords de la Garonne : vous nous perſuaderiez bientôt que l'amiral Keppel & l'Amiral Hardy ont battu complétement le comte d'Orvilliers & que Prevoſt & le Général Wayne ont taillé en pieces toutes les armées Américaines.

DIALOGUE VIII.

S. M., LORD WEYMOUTH, LORD NORTH, LORD GERMAINE, LORD BUTE, UN SECRETAIRE.

Lord Weymouth.

Croiriez-vous, Sire, que la France nous fait des propoſitions que les plus grands ſuccès juſtifieroient à peine & qu'elle ne nous propoſe rien moins que de faire une trêve à longues années; pendant laquelle les Colonies révoltées ſeroient indépendantes de fait. Envain ai-je oppoſé au négociateur les meilleures raiſons contenues dans le mémoire juſtificatif que nous allons faire paroître; je les avois même appriſes par cœur pour qu'elles ne perdiſſent rien de leur force: mais il m'a non ſeulement répondu, il m'a même fait quelques queſtions embarraſſantes, auxquelles je crains de n'avoir pas pleinement ſatisfait. En un mot, il m'a repréſenté la nation Françoiſe comme ſi animée contre nous, que nous devons renoncer à tout projet de conciliations de ce côté-là.

S. M.

Je crois que nous n'avons pas aſſez prouvé, qu'en 1755 nous n'avons point, contre la ſainteté des ſermens & la foi des engagemens publics

& ſacrés, enlevé trois cents vaiſſeaux François: ce trait leur ſert de fondement pour appuyer leurs craintes & leurs ſoupçons dans la conjoncture actuelle. Je crois qu'en effet dans la derniere paix nous n'avons pas aſſez ménagé le reſſentiment de cette nation. Nous aurions dû penſer qu'elle n'eſt pas ſi endurante que la nation Eſpagnole. Mais Johnſon eſt un génie inventif. Il a bien ſu nous prouver que l'on pouvoit en toute équité fouiller dans la poche des Américains, ſans leur demander permiſſion: j'eſpere qu'il fera les additions néceſſaires à notre mémoire juſtificatif: car s'il arrivoit, par un hazard qu'on ne ſauroit prévoir, que les François euſſent la gloire de nous battre à coups de canon, il ſeroit fâcheux que nous n'euſſions pas la conſolation de les avoir au moins vaincus dans la guerre de plume. J'eſpere cependant qu'avec le ſecours de nos bons amis les Hollandois.....

Lord Germaine.

Hélas! je viens de recevoir une réponſe cathégorique de leur Ambaſſadeur. Nous n'avons plus rien à eſpérer de cette République. Elle ſe croit dégagée de ſes engagemens, ſous le vain prétexte que nous avons rompu les nôtres, en violant ſon pavillon. En un mot, elle refuſe poſitivement de ſe joindre à nous, en nous accordant les ſecours ſtipulés par les traités d'alliance. Ce n'eſt pas tout. Elle favoriſe ouvertement les Rebelles. Elle reconnoît les lettres de marque du Congrès & permet à Paul Jones de reſter dans le Texel ſous pa-

villon Américain. Elle vient de nous répondre décidemment, qu'elle ne peut nous rendre les deux beaux vaiſſeaux doublés en cuivre que ce corſaire nous a traîtreuſement enlevés.

S. M.

Que je me repents actuellement d'avoir fait reſtituer aux Hollandois les vaiſſeaux & les marchandiſes que nous leur avions pris ! Je ne les ménageois que dans l'eſpoir qu'ils finiroient par faire cauſe commune avec nous. Hélas ! je ne vois que trop qu'ils m'ont cruellement joué ! Je ne m'attendois pas à une pareille trahiſon, de la part de mes bons amis les Hollandois. Je ne pardonnerai jamais à mon cher couſin de ne m'avoir pas mieux ſervi dans un pays où je croyois qu'il avoit tout pouvoir. Encore, ſi nous pouvions nous flatter d'une juſte vengeance : mais je crains qu'il ne ſoit plus tems de goûter ce doux plaiſir des dieux & des rois. Il ne ſeroit pas prudent de nous attirer ſur les bras un quatrieme ennemi, dont la puiſſance maritime eſt ſi conſidérable. Je vois qu'en effet nous ne devons plus compter que ſur nos propres forces & ſur nos propres reſſources.

Lord North.

Hélas ! ces reſſources deviennent de plus en plus inſuffiſantes. Les impôts ſur leſquels nous avions hypothéqué les derniers emprunts, n'ont pas rendu autant que l'on avoit eſpéré : toutes les bran-

ches des revenus publics ſont comme frappées de ſtérilité: j'ai beau mettre mon eſprit à la torture, je ne puis plus imaginer de nouveaux moyens de tirer de l'argent: nous avons taxé les cheminées, les fenêtres, les poſtes, les chevaux, les chiens, & juſqu'aux domeſtiques: je crois que nos commis nous volent, ou que le patriotiſme s'éteint tout-à-fait dans la Grande-Bretagne: quelle nouvelle taxe pourroit-on établir, au payement de laquelle perſonne ne pût ſe dérober & ſur laquelle on pût faire un calcul sûr?

Lord Bute.

Par exemple, les égliſes ſont des lieux bien publics: ne pourroit-on pas ériger à la porte de chacune, des *custom-houſes* (péages)? On ne pourroit y entrer qu'en payant *ſix pence:* (ſix ſols) il y a dix millions d'hommes dans les trois royaumes: il y en a qui dans la ſemaine vont à l'égliſe pluſieurs fois, d'autres n'y vont qu'une fois, d'autres n'y vont jamais: en prenant un nombre moyen, ſuppoſons que ces dix millions d'hommes vont chacun quarante fois à l'égliſe par an, nous aurons un revenu clair & net de 10000000 de livres ſterlings.

Lord North.

L'idée eſt bonne: on s'apperçoit même que, depuis nos derniers revers, les égliſes ſont plus fréquentées qu'auparavant. Quand on ſouffre, on eſt bien dévot. Il ſeroit ſeulement à craindre que nos Anglois n'étant pas naturellement fort enclins à la

piété, il n'en fallût davantage pour leur faire abandonner tout-à-fait l'exercice de la religion : d'ailleurs je me ſuis apperçu, que ce n'eſt guere que le menu peuple & les pauvres qui fréquentent les égliſes: ils porteroient ſeuls le poids de cette impoſition: il ſeroit même à craindre qu'ils n'échapaſſent à la taxe en ſe faiſant tous méthodiſtes. (*)

Lord Germaine.

L'idée ſeroit meilleure, ſi l'on érigeoit ces *custom-houſes* à l'entrée des ſalles de comédie.

Lord North.

Vous avez raiſon, Mylord. Nos Anglois ſe paſſeront plutôt d'aller aux égliſes, que de fréquenter les ſpectacles; mais il n'y a de théâtres que dans les grandes villes: ainſi cette branche de revenu ne ſuffira pas à nos beſoins actuels.

Lord Bute.

Par exemple, il eſt un certain endroit où tout le monde eſt obligé d'aller : ne pourroit-on pas faire fermer tous les cabinets particuliers & forcer, comme à Geneve, tous les citoyens à ſe rendre dans les édifices conſtruits par l'état pour les beſoins indiſpenſables? (†)

(*) Ces ſectaires font quelquefois leurs prêches dans les rues & les places publiques. *Note du Traducteur.*

(†) Il paroît que Lord Bute n'a fait que des obſervations très ſuperficielles dans ſes voyages.

Lord North.

: craindrois que, dans ce cas, tous nos An-
s ne devinſſent conſtipés.

Un Secrétaire entre.

Sire! un courier vient d'arriver d'Irlande. Tout dans ce royaume annonce les ſymptômes d'une défection, ſemblable à celle de l'Amérique. Les Irlandois demandent unanimement que tous leurs ports ſoient libres ; & ce qui rend leur demande plus effrayante, c'eſt qu'ils la font à la tête de quarante mille hommes armés. Ils forment partout des aſſociations, en proteſtant cependant de leur ſoumiſſion pour le roi.

S. M.

O ciel! il ne manquoit plus que cette nouvelle pour conſommer nos malheurs. Les colonies perſiſtent dans leur opiniâtre rebellion : nous avons perdu la Dominique, St. Vincent, la Grenade & de riches établiſſemens en Afrique: la Ruſſie, la Pruſſe, le Danemarc, la Hollande même nous abandonnent. L'Irlande commence, comme l'Amérique, à ſe révolter en proteſtant de ſa fidélité: ne finiroit-elle pas de la même maniere en ſecouant tout-à-fait le joug ?

Lord North.

Je ne vois pas que nous devions perdre ſitôt courage. Nous n'avons qu'à nous appliquer à tourner toutes les diſpoſitions des peuples en faveur du mi-

niſtere ; n'épargnons pas l'argent à ceux qui préconiſent ſon ſyſtême & ſes opérations : le peuple Anglois eſt bruſque : il n'y a qne maniere de le ſavoir prendre : le miniſtere ſera toujours ici ce qu'il voudra, auſſi bien que les autres miniſteres le ſont à Paris ou à Conſtantinople. Si ce peuple a encore du ſang dans les veines, il y a moyen de le ſucer.

Lord Germaine.

Je crains que le plan de ſtipendier des écrivains ne ſoit pas bien sûr. Par exemple, nous payâmes très bien le Sieur Tickell pour un pamphlet qui mit pour un tems les rieurs de notre côté. Quel effet a produit ſa *Caſſette-verte* (Green-box) de M. de Sartine ? Nous nous étions flattés que ce pamphlet feroit lapider les membres de l'Oppoſition, en les peignant comme des gens vendus à la France. L'artifice n'a pas réuſſi : il faut avouer que ce Tickell a bien mérité de nous : car c'eſt le premier homme qui a loué le miniſtere actuel ; il a ſurtout ingénieuſement comparé le ſommeil, auquel il eſt vrai, mon cher Lord North, que vous vous abandonnez quelquefois, au ſommeil du lion. Mais qu'avoit-il beſoin de compromettre ſa pénétration en fait de politique, en s'aviſant d'annoncer, d'un ton de prophete, que la France n'avoit plus qu'un ſouffle de vie & que l'Eſpagne ne ſe déclareroit pas en ſa faveur ? Qu'avoit-il beſoin d'aller à bord du *Prince Fréderic*, pour ſe

faire prendre par les François ? Se ſeroit-il rendu en France pour être plus à portée de remplir ſon métier, & nous envoyer des *caſſettes-vertes* plus authentiques ?

Lord Weymouth

Jamais nous n'eûmes tant beſoin de ces ſortes d'écrivains pour les oppoſer aux Price & aux Prieſtley. Nous devons toujours avoir ſoin de donner de groſſes récompenſes aux auteurs ſoi-diſans dramatiques, à proportion que leurs pieces ſeront lardées de maudiſſons à gros ſel contre les François. Les auteurs y gagnent eux-mêmes; cela les diſpenſe d'avoir de l'eſprit. Je me ſuis apperçu que l'Anglois n'avoit jamais plus de haine & de mépris pour ſes ennemis naturels, que lorſqu'il voyoit ſur le théâtre un Marquis François, couvert de poudre & de brillans haillons ſous un habit d'or, mangeant une feuille de choux, trichant au jeu & volant la bourſe de ceux qui l'approchent.

Lord North.

Quelques guinées, ſemées à propos, peuvent produire de grands effets. J'ai, par exemple, le tarif de toutes les voix qu'il faut acheter dans le parlement, pour faire paſſer une motion pour un nouveau ſubſide. Croyez-vous que nous aurions encore un pouce de terre en Amérique, ſi nous n'avions pas eu ſoin de payer, chez les re-

belles, des gens qui fomentent les diviſions inteſtines & ne ceſſent de faire naître des ſoupçons contre les François dans ce pays-là ? Il faudroit ſurtout bien payer quelque homme de génie, dont l'eſprit fertile en reſſources imaginât un projet ſimple & efficace, pour nous guider dans la circonſtance épineuſe où nous ſommes engagés ; j'ai déjà invité les perſonnes à talens de me communiquer leurs idées.

DIALOGUE IX.

LORD NORTH, DES FAISEURS DE PROJETS.

Un Faiseur de Projets.

La modestie est la compagne du vrai talent; mais le vrai talent n'est pas toujours encouragé & récompensé. J'ai négligé mes affaires, sacrifié ma fortune, pour découvrir des plans utiles à ma patrie; j'ai imaginé un projet qui, d'une seule opération politique, éteindra toutes les dettes de l'état; un autre projet, pour extirper la contrebande & les vols dans la Grande-Bretagne; un troisieme, pour ajouter à la couronne toute l'Amérique méridionale: vous m'avouerez que jamais ces projets ne pouvoient être formés plus à propos: cependant qu'en est-il résulté? Mes créanciers m'ont tenu pendant plus de deux ans en prison, dans le tems que, me disposant à faire adopter mes trois projets, j'aurois conservé l'Amérique à l'Angleterre.

Lord North.

Croyez-vous qu'il soit encore possible de la ramener?

Le Faiseur de Projets.

Le génie trouve tout facile. Puisque vous m'ho-

norez de votre confiance, j'eſpere voir bientôt tous les ennemis de la vieille Angleterre (*) éperdus & écraſés. Faites armer, & plutôt que plus tard, douze flottes, dont la moindre contiendra au moins 30 vaiſſeaux de ligne. La plus forte, qui ne ſera pas moindre de cent vaiſſeaux, ira bloquer la flotte & tous les ports de France; d'autres iront bloquer les ports d'Eſpagne, & les autres, s'emparer du Mexique, du Pérou, des Isles Antilles & des Colonies révoltées. Je vous conſeille encore d'en envoyer une à l'embouchure du Texel. Je me défie de ces Hollandois, depuis que j'ai lu dans les gazettes qu'ils avoient reçu Paul Jones à Amſterdam, avec une eſpece de triomphe. Vous ſentez, Mylord, combien ces opérations vaſtes & brillantes peuvent ſervir à illuſtrer votre miniſtere, à relever la gloire du nom Anglois.

Lord North.

Oui, mon cher ami, je ſens tous ces avantages & bien d'autres: dites-moi ſeulement quels moyens vous avez imaginés pour trouver des hommes & de l'argent?

Le Faiſeur de Projets.

Ces ſoins minutieux appartiennent au cerveau étroit d'un financier, d'un calculateur; ils ſont au deſſous d'un homme de génie, tel que moi.

(*) Il y a dans l'original *Old England.* Ces deux mots ont en Anglois une énergie qu'une traduction littérale ne rend point en François.

Lord North.

Je ſuis, mon cher Monſieur, extrêmement touché de votre patriotiſme: il eſt fâcheux qu'en travaillant à payer les dettes de l'état, vous ayiez été incarcéré pour vos propres dettes: voici quatre guinées: je vous conſeille de vous en acheter des culottes & de manger, de tems en tems, quelques tranches de bœuf rôties ſur le gril: l'étude & la méditation ne vous ont laiſſé que la peau & les os. Monſieur le martyr de la patrie, avant de vous occuper de la ſubſiſtance de nos armées & de nos flottes, je vous conſeille de vous en faire de ſolides & à l'abri des coups du ſort.

Un autre Homme à Projets.

J'avoue que la ſituation des affaires eſt fâcheuſe; mais elle n'eſt pas déſeſpérante. J'étois dernierement en France: un alchymiſte venoit d'y compoſer un liquide brûlant, qui, lancé dans les navires ennemis, devoit les conſumer avec la plus active rapidité. Je me donnois pour Américain, & j'eus le bonheur de m'introduire auprès de l'inventeur. En un mot, j'ai dérobé cet important ſecret. Louis XVI a refuſé de s'en ſervir. Il faut avouer que les François ſont bien ſots. Si l'on nous repréſentoit que cette maniere de faire la guerre eſt affreuſe, horrible, ne pourrions-nous pas répondre qu'il n'y a rien là de plus extraordinaire que les machines infernales que nous avons

employées plus d'une fois, pour faire ſauter d'un ſeul coup des villes entieres, les arracher de leurs fondemens & en diſperſer les débris avec les membres déchirés & palpitans des habitans ſurpris dans les bras du ſommeil ?

Lord North.

Votre projet ſeroit excellent, ſi vous ne le teniez pas d'un François. Il ſeroit à craindre que, ſi nous commençions les premiers à en faire uſage, cet exemple ne les autoriſât à s'en ſervir contre nous, ce qui pourroit nous devenir très funeſte.

(Les Faiſeurs de Projets ſe retirent.)

DIA.

DIALOGUE X.

LORD NORTH, UN PHILOSOPHE.

Le Philoſophe.

Vous avez, Mylord, dédaigné ſouvent mes avis ſalutaires. Je vous aurois abandonné dans la ſituation déſeſpérante où vos funeſtes conſeils viennent de réduire l'Angleterre, ſi mon amour pour la patrie ne l'emportoit ſur mon amour-propre philoſophique.

Lord North.

Au moins nous aurons la conſolation de terraſſer nos ennemis dans un beau mémoire juſtificatif, que nous allons faire circuler dans toutes les cours de l'Europe.

Le Philoſophe.

A quoi cela peut-il ſervir?

Lord North.

Que devions-nous faire, tandis qu'ils s'efforcent de nous noircir dans tous les pays?

Le Philoſophe.

Nous taire & les battre.

Lord North.

Votre génie, Monſieur, a percé les profondeurs des ſciences les plus abſtraites: vous avez, dans des écrits immortels, jugé les rois & les nations, les hommes & les choſes: daignez développer, avec la franchiſe qui vous eſt naturelle, vos idées ſur la guerre préſente.

Le Philoſophe.

Je vous l'ai dit, il y a longtems, Mylord; elle eſt barbare & dénaturée, & ſes auteurs ont trahi leur roi, leur patrie, l'humanité. Il eſt cependant un moyen de ſauver notre honneur dans cette criſe périlleuſe: que dis-je? il ſauve, à la fois, notre honneur & nos intérêts.

Lord North.

Quel eſt ce précieux moyen? vous avez excité toute ma curioſité; je ſuis impatient de le connoître.

Le Philoſophe.

Commencez par proclamer l'indépendance des treize colonies révoltées, de la Floride & du Canada.

Lord North.

Eſt-ce là votre beau projet?

Le Philoſophe.

Enſuite renoncez, d'une maniere non moins ſolemnelle, à la Jamaïque, aux Barbades & à toutes vos isles ſous le vent.

Lord North.

Vous perdez la tête.

Le Philoſophe.

Quand nous aurons déclaré tous ces pays indépendans, fait alliance avec les habitans, qu'ils auront établi leur gouvernement ſur une baſe ferme, & que leur neutralité les mettra à l'abri de l'invaſion de nos ennemis, nous proclamerons, avec le même droit & la même ſolemnité, l'indépendance de tous les établiſſemens des autres nations de l'Europe en Amérique.

Lord North.

Mais ſi les colons, ſujets de l'Eſpagne & de la France, refuſent la liberté que nous leur offrirons, que faudra-t-il faire?

Le Philoſophe.

Nous les forcerons à l'accepter. Nos anciens co-ſujets les Américains ſeront nos amis ou reſteront neutres. Avec les forces que nous employons actuellement contre les Inſurgens, raſſemblées & dirigées contre la Martinique, St. Domingue, la Grenade, Cuba, le Pérou, le Mexique, la Louiſ-

ſiane, &c. nous pouvons nous promettre des ſuccès d'autant plus faciles, que ces pays ont de motifs bien plus puiſſans de ſecouer le joug que n'en ont eu nos colonies : ce parti eſt le ſeul qui nous reſte : toute ma crainte eſt qu'il ne ſoit même trop tard d'y avoir recours, & que les François, les Eſpagnols & nos colonies révoltées ne nous chaſſent entierement de l'autre hémiſphere.

Lord North.

Mais, le Portugal, la Hollande, & même le Danemarc, ne mériteroient pas de partager le ſort des François & des Eſpagnols.

Le Philoſophe.

Auſſi ne les attaquerions-nous pas. Lorsque l'Amérique Angloiſe, Eſpagnole & Françoiſe ſeroit libre, nous propoſerions aux Hollandois, aux Portugais & aux Danois, ou de rendre également leurs propres colonies indépendantes, ou de renoncer à la liberté de commerce dans tous les pays que nous aurions affranchis. Il eſt vrai qu'il ſeroit difficile de les aſſujettir à cette derniere alternative ; mais la crainte de voir leurs colonies s'avancer d'elles-mêmes à l'indépendance par l'exemple des autres, ne contribueroit pas peu à les déterminer à un ſacrifice qui ſeroit amplement racheté par le commerce libre avec toutes les colonies des autres peuples. La Hollande conſentiroit d'autant plus volontiers à cette propoſition, que ce petit pays ne peut fournir qu'à ſes dépends des habitans

pour former & entretenir des colonies agricoles éloignées.

Lord North.

Ce projet préſente de beaux côtés: avouez-moi cependant qu'il n'eſt gueres philoſophe d'égorger les hommes pour leur faire accepter la liberté.

Le Philoſophe.

Je doute qu'en portant la liberté aux habitans des établiſſemens étrangers en Amérique, il ſoit néceſſaire d'en venir à ces cruelles extrêmités. On pourroit frapper en Europe des coups, dont l'effet ſe feroit ſentir dans les pays que l'on voudroit rendre libres. Après tout, le bien de l'humanité eſt préférable à celui d'une nation. Il s'agit de couper pour toujours la racine de guerres futures, & je ne vois pas de moyen plus efficace. Depuis deux cents ans le ſang ne coule que pour de miſérables intérêts de commerce. Pendant bien des ſiecles encore, le ſang Anglois, François, Américain, rougira la ſurface des mers, ſi l'Amérique ne devient pas entierement libre: une haine invétérée, un reſſentiment implacable ne ceſſera d'armer ces trois nations & de cauſer, à chaque inſtant, des embraſemens généraux & affreux. Daignez ſeulement vous rappeller une des dernieres ſcenes que cette malheureuſe guerre a produite. Mettez-vous devant les yeux la rencontre de notre frégate *le Quebec* avec la frégate Françoiſe *la Surveillante*. Je ne ſache pas qu'il y ait de ſpectacle plus intéreſſant

pour un vrai philoſophe, plus attendriſſant pour un cœur ſenſible. Figurez-vous deux hommes, également vaillans, qui reſpectent peut-être leur mérite réciproque, brûlant de fureur & de rage à la vue l'un de l'autre pour un futile point d'honneur national. Ils ſont à peu près égaux en force; ils ne peuvent gueres ſe promettre de l'avantage l'un ſur l'autre: ils ne laiſſent pas de ſe lancer le feu, le fer & la mort: voyez-les au milieu d'une troupe de corps étendus ſans vie, mutilés, ou rendant le dernier ſoupir: rappellez-vous combien ces frêles machines ont coûté de ſoin à la mere qui les allaita, aux maîtres qui ont perfectionné leurs facultés intellectuelles ou phyſiques, à la patrie qui veilla à leur défenſe: penſez à préſent que les fruits amers de la victoire ne ſeront que pour des ambitieux qui n'ont point partagé le péril: envain chercherions-nous à le diſſimuler: les François voient dans ces affreux momens, la mort d'un œil auſſi ſec que les Anglois. La ſoif de venger leurs anciennes injures leur inſpire autant d'acharnement, que l'animoſité nationale peut nous en inſpirer contre eux: juſqu'à quand les malheureux humains, victimes inſenſées de leurs folies, iront-ils gaîment à la mort, pour ſervir l'ambition ou la vaine gloire de quelques chefs de nations, que ſouvent même ils n'ont jamais vus? Écoutez, Mylord, quand les nations ne pourront plus diſputer ſur les mers que d'induſtrie & d'émulation, ne voyez-vous pas diſparoître les germes empoiſonnés, féconds & ſans ceſſe renaiſſans de cet horri-

ble état qui rend l'homme le plus grand ennemi de l'homme? En un mot, ſi la paix perpétuelle pouvoit être plus que le rêve des hommes de bien, quel événement pourroit l'accélerer davantage que l'indépendance des deux Amériques? Si vous ne pouvez éteindre la rage d'avoir des colonies, transportez-en dans les terres incultes de votre propre pays; & avant de répandre votre population au dehors, voyez ſi, au dedans, elle eſt auſſi floriſſante qu'elle peut l'être. Bornons-nous aux limites que la nature nous a fixées: tous nos efforts pour ſoutenir notre puiſſance extérieure ne peuvent plus être que les convulſions de la mort.

Lord North.

Ainſi votre projet ſeroit de réduire notre empire à l'isle de la Grande-Bretagne.

Le Philoſophe.

Oui, Mylord. La nature a évidemment formé chaque isle pour ſe ſuffire à elle-même & être le ſiege de la liberté, & la Grande-Bretagne, qui eſt la plus grande de toutes, pour être le modele & la protectrice des autres. Ainſi d'Irlande devroit ne nous être attachée que par une alliance étroite, à laquelle ſa ſituation & ſon intérêt l'engagent aſſez. Ainſi nous pourrions abandonner Minorque & forcer les Eſpagnols à quitter l'isle Majorque, & les François, l'isle de Corſe.

Lord North.

Votre projet reſpire l'enthouſiaſme d'un honnête homme, d'un bon patriote, d'un ami de l'humanité. Mais les tems ne ſont pas encore mûrs pour un projet ſi relevé. Je vous avouerai même que votre ſyſtême s'offre ſous un air de grandeur, qui m'en impoſe. Je connois votre déſintéreſſement. Je n'oſe vous propoſer les récompenſes publiques que vos talens mériteroient.

Le Philoſophe.

Je ne veux rien. Je n'attends pas même les applaudiſſemens du ſiecle préſent. Mon cœur me dit que j'aurai l'aveu de toutes les ames libres & ſenſibles & le ſuffrage de la poſtérité.

F I N.

EMPP
CH15d1